



200 FC

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1740 MERCREDI 15 MAI 2013

GRAND ÉCRAN**Du cinéma russe à l'affiche à Wallonie-Bruxelles**

Les cinéphiles kinois auront à se délecter, à l'entame de la deuxième quinzaine du mois en cours, des films russes programmés dans la Salle Brel. Anna Karénine, une réalisation d'Alexander Zarkhi de 1967, est le premier des deux longs métrages programmés les 15 et 16 mai. D'une durée de 2h30, le drame proposé par le réalisateur russe (une adaptation du roman Anna Karénine de Léon Tolstoï paru en 1877) met sur un même plateau la célèbre Tatiana Samoilova aux côtés de Vassili Lanovoi et Nikolai Grichenko. Aujourd'hui âgée de 79 ans, l'actrice doit son renom en Russie et dans les anciens pays de l'ex-URSS à des rôles qui font désormais partie du cinéma classique. La seconde soirée du 16 mai, le Centre Wallonie-Bruxelles la consacre à « *Partition inachevée pour piano mécanique de Nikita Mikhalkov* ».

Page 14

ÉLECTIONS**La Direction des activités physiques et sportives prévient la Fécofa**

Des réactions se multiplient depuis l'annonce de la tenue de l'assemblée générale ordinaire électorale de la Fédération congolaise de football association (Fécofa) le 24 mai à Kindu dans la province du Maniema. Le directeur des activités physiques et sportives a réagi, lui aussi, par rapport à une correspondance de la Fécofa qu'il a reçue en copie.

Dans sa réaction, Bumba Ngeni met en garde le président de la Fécofa Constant Omari sur la responsabilité de fouler aux pieds la loi sportive et ses mesures d'application et de toutes les conséquences qui en résulteront. Car les statuts de la Fécofa n'ont pas encore été révisés afin d'être adaptés à la loi sportive promulguée par le président de la République le 24 décembre 2011.

Page 14

Nomination**Un nouveau gouverneur à la tête de la BCC**

Le siège de la Banque centrale du Congo

Deogratias Mutombo Mwana Nyembo. Tel est le nom du nouveau gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC) nommé mardi par décret présidentiel. Avant sa nomination, l'intéressé assumait les fonctions de directeur des opérations bancaires et marchés à la

BCC. Il est le treizième gouverneur à tenir les rênes de l'institut d'émission. Le nouveau promu remplace à ce poste Jean-Claude Masangu - arrivé fin mandat - qui a dirigé la BCC depuis 1997. Ce dernier quitte la BCC après avoir réalisé les principaux ob-

jectifs qu'on lui a assignés, notamment celui de garantir la stabilité du niveau général des prix.

En seize ans de conduite de la politique monétaire, Jean Claude Masangu aura permis l'atteinte du taux d'inflation à un chiffre. L'objectif de

stabilité du franc congolais par rapport aux devises étrangères a été également atteint autant que la mise en circulation des coupures à valeur faciale adaptée sans perturbation sur les prix des biens et services ainsi que sur le taux de change.

Désignation des animateurs de la Céni**L'UDPS n'est pas concernée**

Les tractations en cours autour de la loi électorale, sa promulgation ainsi que la désignation des animateurs de la future Céni n'intéressent pas l'UDPS. C'est tout le sens de la mise au point publiée hier par ce parti politique qui n'exige que l'entrée en fonction de son élu Étienne Tshisekedi. Tout autre débat, à en croire ce parti de l'opposition, relève de la pure distraction.

Tout en démentant formellement la rumeur faisant état de la désignation de son secrétaire national en charge des relations extérieures, Félix Tshisekedi, à la Céni, l'UDPS met en garde les auteurs de telles supputations. Ce parti politique considère que ces genres d'informations visent « à jeter le discrédit sur son président Étienne Tshisekedi et sa famille ».



Félix Tshisekedi

DÉFENSE**Des officiers des Fardc en atelier sur la stratégie de formation**

Une trentaine d'officiers supérieurs des Forces armées de la RDC (Fardc) sont en atelier du 13 au 16 mai sur la logistique. Cette session de formation, organisée par le Bureau de coopération pour la sécurité (OSC) de l'ambassade des États-Unis, a pour thème « Appuyer la force ». Elle porte, selon un communiqué de l'ambassade des États-Unis à Kinshasa, sur le développement des stratégies logistiques pour et par l'armée congolaise.

Les discussions sur la question sont facilitées par des experts en logistique de l'armée américaine. Cette conférence permettra de dégager de manière claire et succincte des solutions congolaises adaptées aux défis congolais. L'OSC a pour rôle de développer des relations bilatérales à long terme entre la RDC et les États-Unis en gérant plusieurs programmes.

Page 12

ÉDITORIAL

Consolider

L'islamisme radical qui gagne du terrain sur toute l'étendue de la zone saharo-sahélienne et tend à s'étendre vers le sud comme on le constate, par exemple, au Nigéria peut-il gangréner l'Afrique centrale ? À première vue non car la structure des sociétés et la nature des croyances dans cette partie de l'Afrique semblent s'y opposer. Et pourtant les signes inquiétants d'une semblable dérive se manifestent à la faveur des tensions internes qui déstabilisent des pays proches de nous comme la Centrafrique. Il convient donc d'y porter dès à présent la plus extrême attention.

Entendons-nous bien avant d'aller plus loin. Comme toutes les grandes religions du monde, la religion musulmane est profondément humaniste. Au nom d'une puissance supérieure à l'homme, elle prône la modération, le respect de l'autre, la liberté individuelle et collective, l'égalité, bref toutes les valeurs qui fondent la démocratie. Malheureusement, pour des raisons qu'un esprit rationnel a du mal à comprendre, elle est détournée de son sens par de petits groupes extrémistes qui érigent l'intolérance, la violence, le fanatisme en lois fondamentales.

Limité initialement au Proche et au Moyen-Orient, le salafisme a gagné l'Afrique du nord, puis, à la faveur des troubles qui déstabilisaient la Tunisie, la Libye, l'Égypte, il a entamé une longue marche vers l'Afrique au sud du Sahara. Si bien que les gouvernements de l'ouest et du centre du continent commencent à se poser des questions sur les mesures qui pourraient bloquer un processus dangereux pour leur paix intérieure. Et ils ne sont assurément pas les seuls comme le prouvent les réflexions entendues ici et là dans toutes les grandes capitales du monde.

L'islamisme radical surfant avec une habileté diabolique sur la misère du monde qui engendre l'ignorance, le fanatisme, l'arbitraire le plus absolu, la seule façon de le combattre est, d'une part, d'asseoir sur des bases solides la liberté de chacun, d'autre part, de suivre avec obstination la voie du développement durable. C'est en effet en donnant à chacun la possibilité de se former, de travailler, d'améliorer ses conditions de vie que l'on conjurera enfin la menace que les extrémismes religieux font peser sur les sociétés modernes. Toute autre démarche est par avance vouée à l'échec comme l'ont démontré les guerres d'Irak, d'Afghanistan et tout récemment de Libye.

La pire erreur que nous pourrions commettre aujourd'hui serait de croire qu'un tel discours ne nous concerne pas très directement.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

Dix membres de l'Upads exclus temporairement du parti

Le conseil des vice-présidents a publié le 14 mai à Brazzaville, au cours d'une conférence de presse, les exclusions infligées à dix personnalités de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) ayant pris part à la concertation politique de Dolisie.

Les conférenciers ont mis à profit cette rencontre pour contester la date du congrès unitaire arrêtée par le permanent du Parti, Pascal Gamassa, du 7 au 9 juin 2013. Les principaux orateurs, à savoir Joseph Kignoumbi Kia Mboundou, Henri Sié et Jean Mouyabi, ont expliqué à l'auditoire que le congrès, selon les textes régissant leur organisation, était convoqué par le conseil national après avis du conseil des vice-présidents et du bureau politique. Selon les conférenciers, « l'acte pris unilatéralement par Pascal Gamassa, depuis Paris, est nul et de nul effet ». Par ailleurs, ils ont dévoilé à la presse la volonté des dirigeants de l'Upads de tenir un congrès unitaire pour redonner au parti du sang nouveau, après,

« Ces exclusions temporaires, a indiqué Henri Sié, ont une valeur conservatoire en attendant la tenue du congrès qui, selon les statuts de l'organisation, a le pouvoir d'exclure définitivement les membres sanctionnés. »

bien sûr, « que le conseil des vice-présidents ait unanimement arrêté la date de la tenue de cette rencontre », a déclaré Joseph Kignoumbi Kia Mboundou.

Les conférenciers ont indiqué que le conseil de vice-président était surpris par cet acte de Pascal Gamassa, alors que les dirigeants du parti sont encore au stade de l'examen et de l'adoption des rapports synthèses des congrès dé-

« l'acte pris unilatéralement par Pascal Gamassa, depuis Paris, est nul et de nul effet »

partementaux.

En ce qui concerne les sanctions, les orateurs ont commenté qu'en dehors du fait que ces exclus ont pris part, sans l'avis du parti, à la concertation politique de Dolisie, beaucoup d'autres fautes disciplinaires justifient cette décision. Ces sanctions, ont-ils argumenté, émanent de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation qui s'est autosaisie et a présenté les résultats de son conclave au conseil des vice-présidents pour appréciations et décisions.

Au nombre des membres qui ont été temporairement exclus du

et Apollinaire Ntsiba, exclus pour un mois ; Gaston Ngoubili a été exclu pour trois mois ; Honoré Sayi, Guillaume Foutou, Alain Pascal Leyinda, Ferdinand Mboukou ont, quant à eux, été exclus pour un mois ; et le sénateur Gaspard Kaya Magane a écopé de cinq mois de suspension avec déchéance de la fonction de vice-président. « La durée de l'exclusion, a rappelé Jean Mouyabi, est déterminée en fonction de la faute commise et du rang que le sanctionné occupait au sein du parti. »

« Ces exclusions temporaires, a indiqué Henri Sié, ont une valeur conservatoire en attendant la tenue du congrès qui, selon les statuts de l'organisation, a le pouvoir d'exclure définitivement les membres du conseil national qui sont parmi les sanctionnés. »

Christophe Moukoueké, Sherie Moufouma, Victor Tamba-Tamba et Jean Itadi sont les personnalités de l'Upads qui étaient présentes à cette conférence de presse. Les partis de l'opposition congolaise, signataires de la déclaration du 17 août 2012, étaient représentés par Clément Mierassa, Elo Dacy et Jean Kaba.

Notons enfin que depuis la réconciliation des deux ailes de l'Upads, le congrès unitaire est toujours reporté à des dates sine die. S'il n'a pas lieu le 7 juin comme prévu, on en sera probablement au troisième report consécutif. Apparemment le parti du professeur Pascal Lissouba met du temps à s'organiser alors que les batailles électorales pointent à l'horizon.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service),

Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Vette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya (stagiaire)

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Coordonateur : Jules Tambwe Itagali

Politique : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa

Société : Lucien Dianzenza

Sports : Martin Enyimo

Service commercial : Adrienne Londole

Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe - Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Maquette : Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable coordination et communication :

Rose-Marie Bouboutou

Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Adhads

Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet,

Brice Tsébé, Irin Mauoukani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi,

Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola

Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain

Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali

84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers

(Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel

Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma

Assistante : Laura Ikambi

23, rue Vaneau - 75007 Paris - France

Tél. : (+33) 1 40 62 72 80

www.lagaleriecongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,

République du Congo

Tél. : (+242)05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France)

38 rue Vaneau 75007 Paris

Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

BANQUE MONDIALE

Le renforcement des capacités d'intervention des parlementaires congolais à l'ordre du jour

Les membres de la commission « Économie et Finances » des deux chambres du Parlement congolais ont échangé, le 13 mai à Brazzaville, avec la délégation de la Banque mondiale sur le contrôle de l'action gouvernementale dans la gestion des ressources pétrolières et minières au Congo.

Cette rencontre avait pour objectif d'étudier les possibilités de la mise en œuvre du projet sur le renforcement des capacités de la transparence gouvernementale. « Notre pays possède des ressources naturelles importantes. D'où la nécessité d'un contre-pouvoir efficace afin de contrôler l'action du gouvernement dans la gestion des ressources provenant des secteurs pétrolier et minier », a déclaré le président de la commission « Économie et Finances » de l'Assemblée nationale, Maurice Mavoungou.

Ce projet de formation va durer deux ans et vise à parfaire la connaissance des parlementaires congolais en vue de les aider à s'imprégner de l'expérience des autres pays en la matière. « Les parlementaires sont pour la plupart des hommes politiques et doivent être formés pour assurer une meilleure redistribution des revenus de l'État. Le budget ne doit plus s'exprimer en termes de moyens mais en termes d'objectifs à poursuivre », a-t-il indiqué.

À cet effet, la Banque mondiale s'est engagée à doter les commissions en charge de l'économie et des finances du Sénat et de l'Assemblée nationale d'infrastructures informatiques.

Dans le souci d'assainir la gestion des ressources provenant des industries extractives, la Banque mondiale a également suggéré aux parlementaires congolais de revoir les textes légaux. « La Banque mondiale ne nous impose pas un mode de gouvernance, mais entend renforcer les capacités d'intervention des parlementaires pour une meilleure gestion des deniers publics. Nous devons être disciplinés dans la gestion de nos revenus », a affirmé le président de la commission « Économie et Finances. »

Ce projet sera cofinancé à hauteur de douze milliards FCFA par le l'État congolais alors que la Banque mondiale devra déboursier cinq milliards de FCFA « Ce projet permettra au Parlement et au gouvernement congolais d'améliorer la politique de gouvernance publique. La banque mondiale nous apporte les modèles et la méthodologie afin que nos ressources soient mieux gérées. Il ne s'agit pas d'une injonction de celle-ci dans notre système de gestion de la République, mais de la mise en œuvre d'un programme de partenariat », a conclu Maurice Mavoungou.

Josiane Mambou-Loukoulou

DÉPARTEMENT DE LA SANGHA

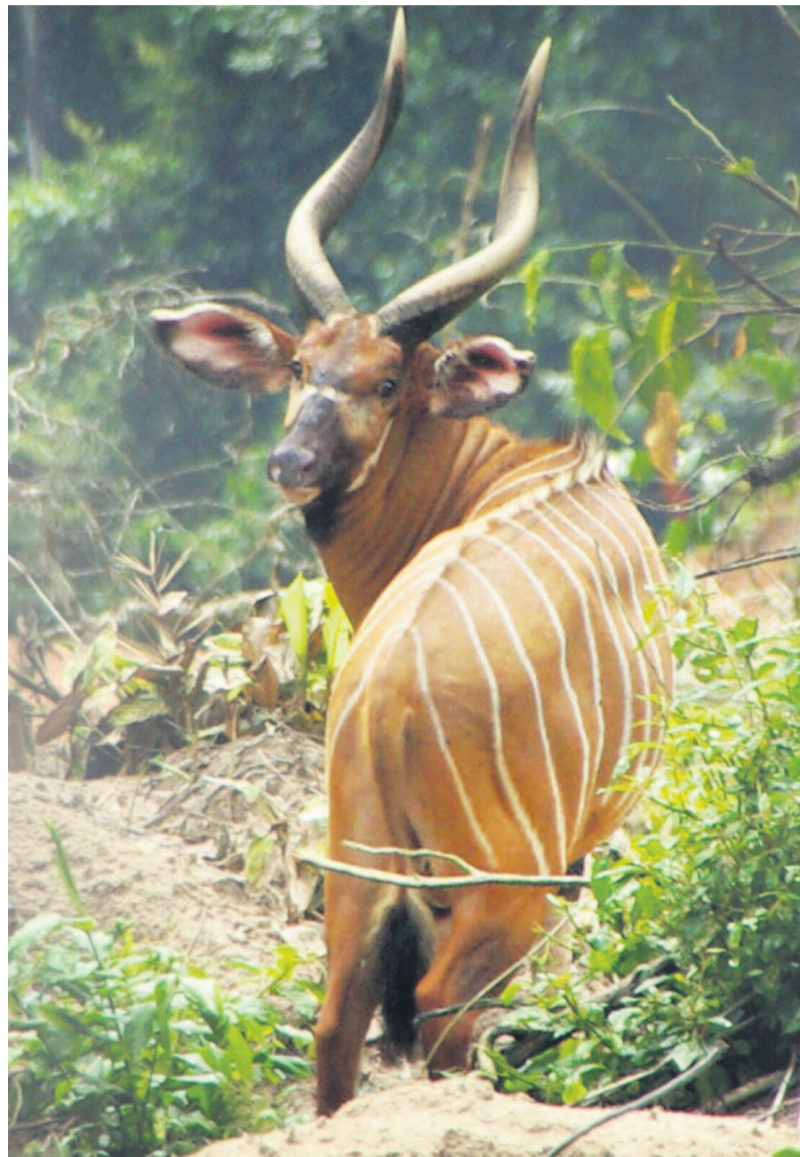
La FAO initie un atelier sur la consommation de viande de brousse

Une délégation de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a séjourné du 7 au 10 mai dans le département de la Sangha pour étudier avec quelques populations cibles, la nécessité de développer d'autres modes de consommation afin de réduire la pression de l'homme sur la faune sauvage.

Conduite par le conseiller technique principal de la FAO, Arnoud Steeman, cette formation était destinée aux populations des localités de Liouesso et de Mokouangonda, situées respectivement à 80 et 130 km d'Ouessou. Le choix de ces localités par la FAO repose sur les données qui indiquent, à la fois un fort taux de prélèvement de viande de brousse, sa forte commercialisation et une pression continue sur la faune.

Ce sont ces critères que les techniciens onusiens ont présentés à leur auditoire pour justifier le choix des deux

localités. En travaillant avec les populations rurales, l'assistante technique nationale de ce projet en RDC, Brigitte Mbuyi



Bilonda, est bien consciente que la pression sur la faune ne vient pas des paysans seuls. Peut-être sont-ils simple-

ment victimes d'un mode de vie choisi par les citadins.

À la différence des structures de répression, la dé-

marche de la FAO vise une prise de conscience à travers un consentement libre, informé et préalable des populations. En d'autres termes, il s'agit pour l'organisation onusienne d'asseoir une approche participative ou communautaire en vue d'une gestion de la faune et de la viande de brousse qui soit rationnelle et durable. L'échange a permis de scruter les activités alternatives susceptibles d'intéresser les populations cibles.

Pour ce faire, Brigitte Mbuyi Bilonda a invité les populations à diversifier leurs moyens d'approvisionnement en viande et de mettre fin aux idées reçues qui proclament que « les animaux sont en gestation chaque jour ». Rappelons que cette formation est une première en Afrique centrale. Elle va durer deux ans et concerne tous les pays du continent. Elle a déjà été expérimentée avec succès en Afrique australe.

Durly Emilia Gankama

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Plus d'ardeur au travail pour les membres

Telle est l'exhortation du président du CES, Jean-Marie Tassoua, lors d'une réception qu'il a organisée ce mardi 14 mai.

Ces retrouvailles ont été également une occasion pour le président du Conseil économique et social (CES) de dresser le bilan moral du symposium international sur la sécurité alimentaire, tenu du 2 au 3 mai à Brazzaville. « Je voudrais à travers cette rencontre tirer votre attention et sonner la fin de la récréation. Cela, pour vous inviter tous au travail afin que nous élaborions de nouvelles stratégies susceptibles de promouvoir une réussite sans conditions des prochains défis. Mais cela n'est possible que si nous travaillons dans l'unité et

la cohésion », a déclaré le président du CES à ses collaborateurs. Parlant de la place qu'occupe les membres du CES dans l'organisation des grands événements dans le pays, Jean-Marie Tassoua a insisté sur le fait qu'ils sont à la fois les conseillers du président de la République et de son gouvernement. Pour lui, la réussite du colloque international sur la sécurité alimentaire qui a eu lieu au Congo, est une conséquence positive de la participation active de tous les artisans et membres de cette institution. « La réussite de cette rencontre internatio-

nale constitue un point de départ pour notre structure qui, avant l'événement, a connu beaucoup de difficultés. Cette réussite est collective, car chacun y a contribué », a-t-il ajouté. Par ailleurs, remerciant le président de la République pour son apport, Jean-Marie Tassoua a déclaré que, pour des raisons de rayonnement de l'institution, ses animateurs devraient initier des politiques efficaces pour la vulgarisation des conclusions et recommandations arrêtées lors des différentes rencontres.

Rock Gassakys

FORMATION

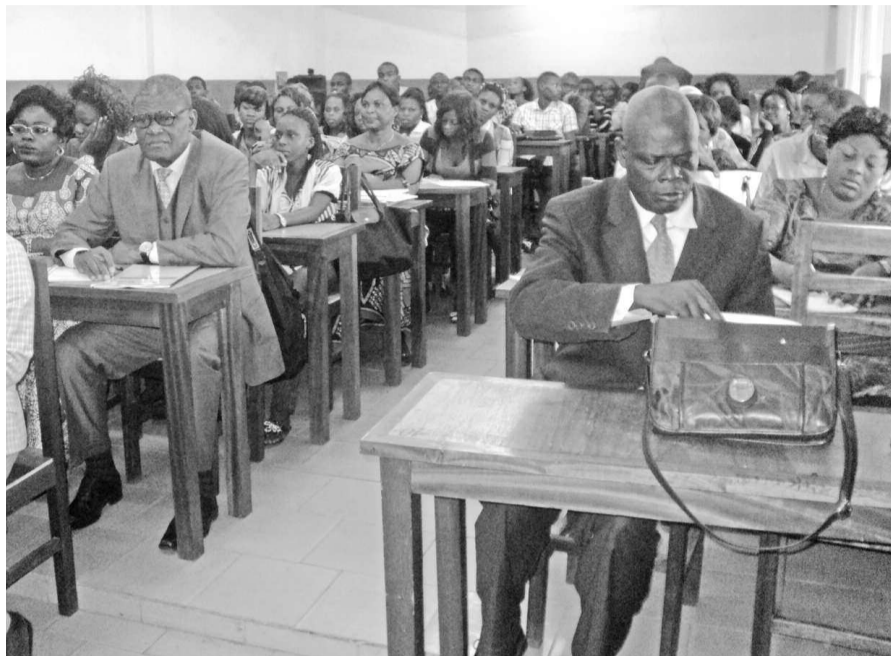
Le personnel administratif de l'ESGAE formé à l'autoévaluation institutionnelle

Les travaux de ce séminaire ont été ouverts le 14 mai par le directeur général de l'École supérieure de gestion et d'administration des entreprises, le Pr. Roger Armand Makany.

Pendant trois jours, les enseignants et l'équipe de direction vont bénéficier des enseignements sur la gouvernance, la formation et la vie scolaires, la recherche et la valorisation de celle-ci, sur le partenariat et les relations internationales ainsi que sur les conditions de performance des étudiants.

Les enseignements seront dispensés par Georges Halas et Flavien Anno, deux experts du Pôle d'appui à la professionnalisation de l'enseignement supérieur en Afrique centrale (PAPESAC). Georges Halas a expliqué aux participants qu'ils auront à définir des critères pour chaque domaine, réaliser un état des lieux de l'école, et faire l'autoévaluation et l'élaboration du plan stratégique ou du projet de l'établissement.

Ce séminaire n'est pas le premier du genre à l'ESGAE. Les précédents étaient organisés autour de questions particulières, notamment la professionnalisation des programmes, la pédagogie, le guide de l'étudiant et du stagiaire.



« Cette fois-ci, c'est un séminaire global qui permet aux équipes de l'ESGAE de concevoir l'autoévaluation institutionnelle. C'est sur cette base qu'ils pourront poser, pour l'avenir, un plan de stratégie ou un projet d'établissement », a souligné Georges Halas.

Peu avant l'ouverture des travaux, le directeur général de l'école, le Pr. Roger Armand Makany, a expliqué le proces-

sus d'ouverture du système Licence-Master-Doctorat dans son école. Elle porte l'autorisation n° 436/ministère 04 du 11 juillet 2005, suite à leur demande au ministère de l'Enseignement supérieur. Celle-ci a été accordée à l'issue de l'autoévaluation de l'école, après la mise en place d'une commission par le ministère de tutelle.

Les participants au séminaire

Lydie Gisèle Oko

GENDARMERIE

Séminaire de formation du personnel

En vue de la mise en œuvre des objectifs stratégiques pour 2013, les participants ont pu, grâce à cette session, mesurer l'ampleur des défis de la situation sécuritaire nationale.

Dans le cadre de la politique du personnel, cette réflexion de deux jours visait à former les agents du secteur aux mécanismes permettant une amélioration substantielle de leur environnement de travail. Les sujets abordés par le séminaire sont : la préoccupation de la mise en place d'une logistique adéquate ; la nécessité d'une véritable stratégie opérationnelle arrimée aux normes du service intérieur et aux réalités du terrain pour booster les missions de la gendarmerie ; l'intérêt d'un management spécifique à chaque objectif, pour répondre au système de gestion axée sur les résultats (GAR) fixé par le gouvernement de la République.

Les séminaristes sont parvenus à la conclusion que, pour replacer l'action de la gendarmerie au cœur de la vie de l'État et des populations, leur objectif stratégique pour 2013 devait être que la brigade territoriale soit la pierre angulaire de leur action. Pour relever ce défi, cette brigade aura besoin d'être fortement reconsidérée tant dans sa structure que dans son positionnement territorial.

« Nous avons eu des orientations fermes pour revigorer notre action sur le terrain. Les objectifs fixés dès le départ ont été atteints. Pour mettre en pratique les enseignements reçus, nous devons exécuter strictement à la lettre les ordres que l'on a reçus, les appliquer tel que le commandement le souhaite », a indiqué l'un des séminaristes.

Guillaume Ondzé



La SOCIETE CONGO IRON SA porte à la connaissance de ses actionnaires de la tenue d'une Assemblée Générale Mixte qui se tiendra le mercredi 26 juin 2013 à 12 heures en leurs bureaux de Brazzaville, sis 70 Avenue du Pr. Locko Mafouta (Derrière l'Ambassade des États Unis), à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

-Lecture du rapport de gestion du Conseil d'administration sur la marche de la société au cours de l'exercice écoulé, et des rapports du Commissaire aux Comptes sur les états financiers de synthèse de l'exercice clos le 31 décembre 2012 et sur les conventions visées aux articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique,

-Approbation des états financiers clos le 31 décembre 2012 et quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;

-Approbation du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article 438 de l'Acte uniforme sur les Sociétés commerciales ;

-Ratification de la cooptation de Monsieur Marc Montandon en qualité d'Administrateur ;

-Pouvoirs pour formalités.

Fait à Brazzaville, le 13 mai 2013
La Direction Générale

SANTÉ PUBLIQUE

Débats sur la biotechnologie et le rôle majeur des laboratoires

Le professeur français de médecine, Marc Gentilini, spécialiste des maladies infectieuses et tropicales, préside du 13 au 17 mai, à Brazzaville, les dixièmes Rencontres africaines de biologie technique qui vont permettre aux experts de confronter les données scientifiques et les expériences de terrain.

Treize délégations de pays africains prennent part à ces travaux, organisés sur le thème « Biotechnologies - Laboratoires et santé publique ». Ces rencontres visent à relancer au Congo et dans la région africaine, la recherche sur l'immunologie, la génétique, les virus, la dialyse, les parasites, la santé animale, la surveillance épidémiologique, le contrôle de qualité des médicaments, etc. « *Le rôle des laboratoires dans les États permet de mettre un terme à certaines affirmations parfois excessives* », a expliqué le professeur Marc Gentilini, faisant allusion aux éventuelles épidémies. Plus de soixante-huit exposés thématiques seront présentés en cinq jours. Les experts congolais vont intervenir, entre autres, sur la veille et la prévention des risques nosocomiaux, la procédure médicalement assistée, les examens sanguins et urinaires ainsi que sur l'hémovigilance et les risques infectieux. Le Pr Joseph Henri Mpara, en sa qualité de président de l'organisation locale de ces rencontres, s'est félicité de la présence de plus de quatre cents participants venant de divers horizons. Il a également souligné les mutations que connaît le laboratoire traditionnel : « *L'importance des différents secteurs du laboratoire au service de la santé publique s'étend désormais à la sécurité alimentaire, la génétique, l'assistance médicale, la santé animale, la cosmétologie, la santé humaine, environnementale et la qualité de la vie.* »

« Le laboratoire doit devenir un maillon essentiel dans la lutte contre la maladie »

Le rôle du laboratoire reste négligé en Afrique. Dans la majorité des cas, les cliniciens traitent les patients de façon empirique, sans diagnostic biologique.

Le Dr Fatoumata Binta Tidiane Diallo, représentant l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au Congo, a indiqué : « *Les services des laboratoires en Afrique se caractérisent par un manque criant de ressources humaines, de matériel, de réactifs, d'équipements adéquats. Ces difficultés retardent souvent la mise en œuvre d'interventions appropriées et prioritaires pour répondre efficacement à la lutte contre les épidémies ou simplement pour faire le diagnostic étiologique d'une méningite dans un hôpital.* »

Reconnaissant la place déterminante des laboratoires, les ministres de la Santé de la région africaine ont approuvé la mise en œuvre d'un plan stratégique et un programme de renforcement des capacités lors des 58^e et 59^e sessions du comité régional de l'OMS tenues respectivement à Yaoundé et à Kigali en septembre 2008 et 2009. « *Un dialogue fréquent entre les cliniciens et biologistes vient de s'ouvrir. Le laboratoire doit à présent devenir un maillon essentiel dans la lutte contre la maladie* », a déclaré le ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, Émilienne Raoul, à l'ouverture des travaux.

Rappelons que l'Association internationale de technologues biomédicaux, Assiteb-Biorif, OING en relations officielles avec l'OMS, en partenariat avec le Fonds de dotation pour la formation internationale en biologie de la santé, et l'Association congolaise des technologues biomédicaux sont les principaux organisateurs de ces rencontres.

Fortuné Ibara

MALADIES NON TRANSMISSIBLES

Le plan stratégique national se précise

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action de ce projet, un atelier s'est ouvert le 14 mai à Brazzaville, sous l'égide du directeur général de la santé, Alexis Elira Dokekias.

Les lignes directrices pour la validation des conclusions du projet ont été soumises aux directeurs départementaux de la santé, aux médecins chefs des circonscriptions socio-sanitaires et aux associations, pour adoption et validation.

Ces documents se basent sur le Plan national de développement (PND) et vont intégrer pleinement le document de politique nationale de santé et du PNDS 2013-2017 en cours de révision et de finition. Ils prennent en compte la lutte contre les maladies non transmissibles à savoir : le

volet promotionnel, le volet préventif, le volet curatif, le suivi et l'évaluation. Il s'agit également au cours de cet atelier de valider les plans sectoriels de lutte contre le cancer, la drépanocytose, les accidents vasculaires cérébraux, élaborés au cours de la même période.

« *Depuis l'année 2011, le continent africain et la communauté internationale restent très mobilisés sur le sujet des maladies non transmissibles. Il s'agit d'un groupe d'affections qui regroupent les maladies cardio-vasculaires, les affections respiratoires chroniques, le cancer, le diabète, la drépanocytose, les maladies mentales et du système nerveux, les traumatisés de la voix pu-*

blique qui sont responsables d'une morbidité croissante dans le monde », a déclaré Alexis Elira Dokekias. Et d'ajouter : « *Au Congo, la situation est devenue très préoccupante puisque les AVC constituent désormais la première cause de mortalité au sein des services des urgences de nos grands hôpitaux. Face à cette situation et dans la lancée de la déclaration de Brazzaville en 2011, les cadres du ministère de la Santé et de la Population ont élaboré un plan intégré de lutte contre les Maladies non transmissibles (MNT). Au terme de ce processus, ce document a été validé en 2012 en présence des autorités du ministère.* »

Guillaume Ondzé

VIE ASSOCIATIVE

Lancement officiel de la Fondation Ikiya-Sassou

En l'absence de Claudia Ikiya Sassou N'Guesso, présidente de la fondation, Driss Senda, vice-président, a lancé officiellement les activités de cette structure.

La cérémonie s'est déroulée le 12 mai à Ngamakosso, en présence notamment du député siégeant de la 5^e circonscription de Talangai, André Mbola, et du secrétaire général de la mairie de Talangai, Jean Amboua.

La création de la Fondation Ikiya-Sassou constitue un maillon fondamental dans la gestion du quartier 68 et la résolution des problèmes inhérents à la couche juvénile de ce quartier. Les candidats au bien-être social sont particulièrement les jeunes promoteurs de projets et les jeunes mamans. La Fondation permettra également de manager les projets d'auto-emploi des jeunes. Parmi les autres actions envisagées, citons la construction d'une bibliothèque moderne avec cybercafé au bénéfice de la jeunesse estudiantine. Le vice-président de la Fondation, Driss Senda, a lu



La cérémonie de lancement pour animer cette structure, à être

efficaces face aux initiatives et à la promptitude pour que rayonne réellement le nom de la fondation. « *Il s'agit en effet, de créer des activités génératrices de revenus des jeunes, toujours en quête de bien-être* », a conclu Jean Amboua. Notons enfin qu'à l'actif de la députée Claudia Ikiya Sassou N'Guesso, il y a déjà eu plusieurs réalisations en faveur des populations du quartier 68. Citons l'érection de forages, la dotation de certaines zones en matériel aratoire en vue de l'assainissement du quartier, et la construction d'un marché moderne à Mboulé, dont les travaux sont très avancés.

G.O.



Une expertise à votre portée

Formation
Conseil
Assistance Technique

Tél : 06 992 04 91/ 06 636 28 38/243 813 285 531
E-mail : iprc@iprc-training.org
Site web: www.iprc-training.org
BP: 537 Brazzaville République du Congo
7^e étage immeuble CNSS/centre-ville

FORMATIONS

L'Institut IPRC organise à Brazzaville, Pointe-Noire et à Kinshasa les formations suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tout renseignement, contacter IPRC aux contacts indiqués ci-dessus

| CODE | INTITULE DE LA FORMATION | DURÉE | Lieu | PÉRIODE |
|-------|---|----------|--------------|-----------------------|
| MFH08 | Pratique de l'audit fiscal et contrôle interne dans une entreprise | 3 jours | Brazzaville | 15 au 17 juillet 2013 |
| EP01 | Assurer la fonction d'Assistant de Direction | 10 jours | Pointe-Noire | 20 au 30 juin 2013 |
| MDP14 | Planification, budgétisation, exécution et contrôle de projet | 6 jours | Kinshasa | 3 au 8 juin 2013 |
| GMPO3 | Comment répondre efficacement à un dossier d'appel d'offres des marchés publics | 5 jours | Brazzaville | 24 au 28 juin 2013 |
| LT5 | Comprendre les procédures de passation des marchés publics | 5 jours | Pointe-Noire | 10 au 15 juin 2013 |
| MDO1 | Les fondamentaux de la gestion des ressources humaines | 5 jours | Brazzaville | 18 au 21 juin 2013 |
| FT002 | Savoir dessiner avec le logiciel auto-Cad 2012 | 42H | BZV/PN | Nous contacter |
| FT001 | Savoir dimensionner un réseau d'adduction d'eau potable avec le logiciel EPANET | 42H | BZV/PN | Nous contacter |

SOUDAN DU SUD

Dominique Strauss-Khan en visite à Juba

Arrivé le 13 mai à Juba (Soudan du Sud), l'ancien directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Dominique Strauss-Khan, a pris part à l'ouverture de la National Credit Bank (NCB).

Dominique Strauss-Khan a déclaré qu'il étudiait les opportunités d'investissements dans ce jeune État riche en pétrole. Aucun détail n'a pu être obtenu sur sa présence à Juba, ni sur son rôle dans la création de la NCB, présentée par les officiels du pays comme un joint-venture entre un établissement suisse et des investisseurs sud-soudanais.



Le Soudan du Sud « est un nouveau pays qui a énormément de problèmes politiques et économiques [...], il veut avoir l'éventail des op-

portunités pour le développement et les affaires », a expliqué Dominique Strauss-Khan dont la visite a pris fin mardi.

« Cette visite est très importante pour nous [...], particulièrement pour attirer des investissements au Soudan du Sud », a soutenu le ministre sud-soudanais du Commerce. Indépendant depuis juillet 2011, après des décennies de guerre civile entre la rébellion sudiste et le pouvoir de Khartoum, le Soudan du Sud a récupéré 75 % des réserves pétrolières du Soudan d'avant la partition, mais a dû abandonner 98 % de ses recettes en suspendant sa production de brut en raison d'un contentieux avec Khartoum.

Noël Ndong

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le ministère se dote d'un nouveau bateau

Un communiqué du ministère daté du 13 mai annonce que sa nouvelle acquisition, une vedette dénommée Diplomatic Bay Liner 702, se trouve au port de Pointe-Noire et que son inauguration aura lieu dans les prochains jours à Brazzaville. Le ministère des Affaires étrangères compte désormais à son actif deux moyens de transports fluviaux. Le premier, avec une capacité de 130 places, sert aux voyages et excursions pour les délégations importantes. Le Diplomatic Bay Liner 702 sera, quant à lui, utilisé pour des randonnées ou des missions restreintes car sa capacité à bord n'excède pas douze personnes. « C'est pour améliorer ses performances dans le domaine du transport, et pour pallier les difficultés qui peuvent se poser dans le cadre des missions d'urgence, que le ministère des Affaires étrangères renouvelle son parc de moyens de transport », a expliqué un responsable.

Yvette Reine Nzaba

Pas de crédit ?
Garde le SOURIRE avec

WARID
SO-V-NGA

Appelle maintenant, Paie plus tard.

Pour emprunter du crédit de communication :
Compose *1818*1# OK pour obtenir 100 FCFA de crédit.
Compose *1818*2# OK pour obtenir 200 FCFA de crédit.

Le crédit emprunté est remboursable à la prochaine recharge.
Offre soumise à conditions.

www.waridtel.cg 04 400 01 23 ou 123

WARID
Passer à l'action

BUROTOP IRIS
INTEGRATEUR DE SOLUTIONS

Datacenter
Archivage, sauvegarde et stockage de données
Virtualisation

IBM Business Partner
NetApp Silver Partner
EMC²
vmware
Cisco Premier Partner

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville
Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60

POINTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou
après Rond Point Kassai
Tel: 04 453 53 53 - 06 958 87 88

www.iris-technologie.com - www.burotop.net

Assurances et Réassurances du Congo

40^{ème} ANNIVERSAIRE 1973 - 2013

40 ans d'Assurance d'Expérience d'Investissements dans l'économie congolaise

Soyez rassurés, vous êtes bien assurés

Assurances et Réassurances du Congo
A Brazzaville : 222 81 40 67 - A Pointe-Noire : 222 94 12 88 - Et chez tous nos agents généraux

Entreprise régie par le code CIMA

Soyons fiers de ce que nous avons bâti ensemble

Tél. : (242) 22 281 53 89 / 22 281 40 67

www.arc-congo.cg

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le Congo à Genève, une diplomatie dynamique et une présence active

Dans un entretien accordé à notre journal, l'ambassadeur du Congo à Genève, Luc-Joseph Okio, qui a pris ses fonctions en 2009, est revenu sur les enjeux de la diplomatie congolaise dans la ville internationale

Les Dépêches de Brazzaville : Genève est une des capitales de la diplomatie par excellence, où se décident de nombreuses orientations concernant l'avenir du monde. Quelles y sont vos missions ?

Luc-Joseph Okio : La représentation diplomatique du Congo en Suisse couvre deux volets : elle est accréditée auprès de l'Office des Nations unies à Genève et des autres organisations internationales en Suisse d'une part (volet multilatéral) et auprès de la Confédération suisse d'autre part (volet bilatéral).

Sur le plan multilatéral, mon rôle est de porter et défendre la position du Congo dans les enceintes internationales, de participer aux conférences internationales et de négocier les accords internationaux au nom du gouvernement, et de susciter des partenariats dans les domaines les plus variés. À cet égard, mon équipe et moi-même couvrons un large éventail : droits de l'homme, santé, travail, réfugiés, propriété intellectuelle, commerce, télécommunications, migration, désarmement, etc. Sur le plan bilatéral, le Congo entretient des relations diplomatiques avec la Suisse depuis 1961. La Suisse a été l'un des premiers pays à établir un accord de coopération avec le Congo en 1962, qui mérite sans doute d'être réactivé.

Avec ce partenaire, qui partage les mêmes valeurs de paix et de sécurité, de protection de l'environnement, de promotion et de protection des droits de l'homme, nous avons la mission de créer les conditions favorables aux échanges de vue sur les grands défis auxquels le monde est confronté ; de dynamiser la coopération par l'émergence de partenariats dans divers domaines d'intérêt commun ; et de susciter l'engagement de la Suisse à l'effort de développement du Congo tel que défini dans le projet de société du président De-

nis Sassou N'Guesso, le Chemin d'avenir.

LDB : Quels sont les grands rendez-vous pour la diplomatie congolaise en cette année 2013 à Genève ?

L.-J.O. : Plusieurs grandes réunions et conférences internationales sont prévues au cours de cette année. Citons la 66e Assemblée mondiale pour la Santé qui aura lieu à Genève du 20 au 28 mai. Le ministre de la Santé y prendra part. Brazzaville, qui abrite le siège du bureau régional africain de l'OMS, accorde une attention particulière aux activités de cette organisation, au moment où celle-ci entend rationaliser ses priorités en matière de santé dans l'agenda du développement post-2015.

Par ailleurs, le Bureau international du travail organise la conférence mondiale du travail au mois de juin, avec la participation annoncée de près de 5 000 délégués : gouvernements, employeurs, travailleurs. Cette conférence, à



Luc-Joseph Okio

important, sera la conférence diplomatique de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) sur les déficients visuels qui se tiendra à Marrakech du 18 au 28 juin et dont j'ai la charge de conduire la délégation. Début octobre 2013, l'Organisation internationale pour les migrations organisera à New York, un forum sur les migrations au service du développement auquel les

plus hautes autorités du Congo ont été invitées.

Rappelons enfin qu'en mars dernier, s'est tenue la session du Conseil des droits de l'homme. Cette session a connu la participation de Basile Ikouébe, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération. Nous n'avons pu citer là que quelques réunions ou conférences parmi les plus importantes, car à Genève, il se tient annuellement plus de 9 000 rencontres de haut niveau.

LDB : L'élection du Congo au sein du Conseil des droits de l'homme en 2011 a suscité un vent de polémique chez certains qui se sont permis de dire que l'entrée de notre pays au sein de ce Conseil le discréditait. Qu'avez-vous à répondre à ces attaques ?

L.-J.O. : Aucun État parmi les 193 membres des Nations unies, ni parmi les 47 membres du Conseil des droits de l'homme, ne peut se prévaloir de remplir toutes ses obligations en matière de promotion et de protection des droits de l'homme. Nous avons tous des progrès à réaliser dans ce domaine, à divers degrés. L'élection du Congo au Conseil des droits de l'homme a pu dissiper certains de ces malen-

tendus auxquels vous faites allusion. Le Congo ne se sent nullement plus visé qu'un autre État au sein de ce Conseil. Nous prenons en compte la critique objective qui peut nous permettre d'apporter des améliorations nécessaires dans certains domaines de l'action gouvernementale. Nous avons par exemple retenu la nécessité de renforcer nos capacités en matière de formation et d'encadrement de la force publique. À l'issue de son premier passage à l'Examen périodique universel (EPU) en mai 2011, le Congo a reçu 50 recommandations dont la mise en œuvre a déjà commencé, notamment dans le sens de l'amélioration de notre cadre juridique et réglementaire et de notre adhésion à certaines conventions internationales. Le Congo se prépare pour son second passage à l'EPU, qui aura lieu le 30 octobre 2013. L'EPU étant un processus qui concerne tous les États, le Congo y prendra part, toujours de manière constructive.

porteur spécial sur la liberté d'expression.

LDB : Comment le Congo se positionne-t-il en termes de visibilité dans les différentes organisations internationales présentes à Genève ?

L.-J.O. : L'image du Congo est particulièrement bonne sur la scène internationale, et cela se ressent à travers la confiance de nos partenaires ainsi que la sollicitude dont nous bénéficions à Genève. Le président Sassou N'Guesso est aujourd'hui l'un des chefs d'État les plus sollicités et les plus écoutés en Afrique. Grâce à cela, le Congo bénéficie du soutien du Groupe africain, des pays membres du Mouvement des non-alignés et de l'ensemble de la communauté internationale à Genève.

Outre notre mandat au Conseil des droits de l'homme, qui doit être considéré comme un mandat majeur, le Congo est membre de plusieurs autres organes (conseil d'administration, conseil exécutif), entre autres : au Bureau in-

LE CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

Le Conseil des droits de l'homme est un organe intergouvernemental du système des Nations unies, composé de 47 États élus pour 3 ans au scrutin secret à la majorité des 192 membres de l'Assemblée générale. Ces États ont la responsabilité de renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme dans le monde.

Le Conseil des droits de l'homme a été créé par l'Assemblée générale de l'ONU, le 15 mars 2006. Après la première réunion du conseil, le 18 juin 2007, un système d'évaluation de la situation des droits de l'homme dans chacun des 192 États membres de l'ONU a été mis en place : l'examen périodique universel. Cette procédure d'examen périodique, à l'issue duquel les États reçoivent des recommandations, est exercée sur chacun des pays élus au sein du Conseil au cours de leur mandat, afin de s'assurer qu'ils respectent eux-mêmes les normes qu'ils sont chargés de faire appliquer.

Le Congo a été élu en mai 2011 avec 174 voix.

T.M.

Dans un passé récent, le Congo a invité le Rapporteur spécial de l'ONU sur les droits des populations autochtones et le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires. Ce qui témoigne de la volonté du gouvernement de coopérer avec les mécanismes des droits de l'homme. Le Congo est le premier pays en Afrique à avoir voté une loi en faveur des populations autochtones. Le rapport du groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires a atténué certaines critiques parmi les plus acerbes contre notre pays. Dans quelques mois, le Congo pourrait accueillir le Rap-

porteur spécial sur la liberté d'expression, à l'Organisation internationale pour les migrations, à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, à l'Organisation météorologique mondiale, à l'Union postale universelle, à l'ONU/sida, au Haut-Commissariat aux réfugiés, etc. Je préside le segment de coopération technique du BIT depuis deux ans et assurerai la coordination du Groupe africain au BIT pendant trois ans à compter de juin 2013.

Propos recueillis par nos envoyés spéciaux à Genève, Rose-Marie Bouboutou et Marie Alfred Ngoma

GENÈVE, CAPITALE DE LA DIPLOMATIE MONDIALE

Genève et New York, sièges de l'Organisation des Nations unies (ONU), sont les deux centres de coopération internationale les plus importants du monde. Genève étant le plus grand en nombre de réunions. L'Office des Nations unies à Genève (ONUG) est le centre de diplomatie multilatérale le plus actif du monde. Chaque année, plus de 9 000 dignitaires et 250 000 participants prennent part à des conférences internationales. Près de 10 000 réunions intergouvernementales ont eu lieu en 2012. Quelque 171 États avec la Suisse sont représentés à Genève et disposent d'une mission ou d'une représentation permanente auprès de l'Office des Nations unies à Genève et des autres organisations internationales, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et/ou de la Conférence du désarmement (CD).

Tania Mahoungoud

laquelle prendra part le ministre d'État, ministre du Travail et de la Sécurité sociale, traitera entre autres questions de l'avenir de la protection sociale face au vieillissement de la population mondiale.

Autre rendez-vous international

BRAZZAVILLE
PARIS
Aller-Retour
517 200
FCIA TTC

Jusqu'au 01 Juin,
payez votre 3ème bagage à 100 euros

ECAir
Bienvenue chez vous.

TERRORISME

L'ONU plaide pour une stratégie globale de lutte en Afrique

Le Conseil de sécurité des Nations unies a organisé un débat public le 13 mai sur les moyens à mettre en œuvre pour réduire durablement la vulnérabilité de l'Afrique face au terrorisme. La stratégie proposée vise à promouvoir la croissance économique, la bonne gouvernance afin de faire reculer la pauvreté.

Intitulé « *Les enjeux de la lutte contre le terrorisme en Afrique dans le contexte du maintien de la paix et de la sécurité internationales* », ce débat public de haut niveau, que présidait le chef de l'État du Togo, Faure Gnassingbé, a été l'occasion pour les participants de s'appe-

santir sur les facteurs et conséquences du terrorisme en Afrique ainsi que sur les efforts régionaux et le besoin d'une assistance accrue de la communauté internationale.

Comme l'a rappelé le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, le terrorisme en Afrique est façonné aujourd'hui par les activités de Al-Chaabab dans l'est, de Boko Haram dans l'ouest, et d'Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) dans le nord. Ban Ki-moon a insisté sur la nécessité de mener la lutte sur plusieurs fronts, y compris en s'attaquant aux conditions favorisant son développement. Dans une déclaration, le Conseil

de sécurité a pris note du « *changement de nature et de caractère du terrorisme en Afrique* », se déclarant « *préoccupé par le lien de plus en plus étroit, dans de nombreux cas, entre terrorisme, criminalité transnationale organisée et activités illicites telles que le trafic de la drogue et des armes et la traite des êtres humains* ». Sans une approche holistique soutenue, la menace risque de se déplacer d'une région à une autre, a fait observer le secrétaire général, en citant l'exemple du Sahel, où les Nations unies sont en train de développer une stratégie intégrée pour renforcer la gouvernance et l'état de

droit, la capacité des mécanismes de sécurité nationale et régionale et d'intégrer les activités humanitaires et de développement pour bâtir la résilience. Le directeur général du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest, Abdullahi Shebu, a fait valoir qu'une paix et une sécurité réalistes en Afrique passaient par des partenariats stratégiques, un engagement politique plus ferme, la mise sur pied d'un mécanisme d'alerte rapide pour la prévention du terrorisme, le renforcement des capacités et de l'appui aux États pour promouvoir la démocratie, la bonne gouver-

nance et la reddition de comptes.

Lors du débat, les délégations ont toutes convenu que le terrorisme en Afrique présentait la particularité d'être de plus en plus complexe, transnational et évolutif, avec le risque que le continent devienne son épice.

Plusieurs pays, comme la Fédération de Russie, ont en outre jugé nécessaire d'axer les efforts, à long terme, sur les activités de lutte contre la radicalisation des populations, surtout des jeunes, et de renforcer la lutte contre les tendances extrémistes.

Boris Khari Ebaka

TCHAD

500 soldats de retour du Mali accueillis en héros

Une partie des Forces armées tchadiennes d'intervention au Mali (FATIM), de retour de leur expédition contre les rebelles et djihadistes, ont été accueillis en héros par des milliers de leurs compatriotes, lundi matin à N'Djamena.

Sur un parcours long de plusieurs kilomètres, allant du cimetière musulman de Lamadji, à l'entrée nord de la capitale, à la Place de la Nation, en face du Palais rose, le siège de la présidence de la République, les N'Djaménois se sont massés de bonne heure. Au passage de leurs « ambassadeurs au Mali », ils ont scandé sans cesse « Vive le Tchad ! », « Vive les FATIM ! ».

Ils sont 500 soldats à être rentés au pays lundi sur plus de 2.000 expédiés en janvier 2013 au Nord Mali pour soutenir les Français qui venaient de lancer une offensive aérienne contre les troupes rebelles et djihadistes). Juchés sur leurs chars et véhicules, ils avaient à leur tête le général Mahamat Idriss Déby Itno, commandant adjoint des FATIM.

Dimanche, alors qu'ils campaient

encore à Massakory, à 140 km au nord de N'Djaména, la capitale du Tchad, le président malien, Dioncounda Traoré, est venu leur dire, de vive voix, « *merci d'avoir mis en déroute* » les narcotrafiquants et les djihadistes qui ont envahi le nord de son pays.

Des gestes et des images de fraternité Militaires et civils se donnent des accolades, rient aux éclats et chantent *La Tchadienne*, l'hymne national. Certains civils se perchent même sur les engins de guerre, plastronnent devant les mitraillettes posés au-dessus. Des conducteurs de mototaxis, communément appelés « clandomen », et des cavaliers dans leurs plus beaux appareils, se joignent à l'impressionnant cortège militaire. Le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Hassan Sylla Bakari, annoncera à *Xinhua* « *2.000 mototaxis et des centaines de cavaliers* ».

« *Cette communion est exceptionnelle. Rarement, l'on a vu des Tchadiens être fiers de leurs soldats* », affirme Abakar Djidda, la cinquantaine révolue, sur l'avenue

Maldom Bada Abbas. En effet, dans ce pays d'Afrique centrale qui a connu de nombreux troubles politico-militaires, les hommes en kaki sont craints, voire honnis, par les populations civiles qui les accusent souvent d'exactions.

Après près de deux heures de trajet, les FATIM et leurs accompagnateurs arrivent à la Place de la Nation, sous une fine pluie. Une marée humaine s'est formée. Des dizaines de milliers d'hommes et femmes, jeunes et vieillards arborent des écharpes et des drapeaux aux couleurs du Tchad. Des jeunes hommes portent des pantalons, des T-shirts ou d'autres gadgets militaires, ce qui est normalement interdit. Un journaliste de la télévision officielle est même habillé en treillis de la tête aux pieds, avec un gilet pare-balles par-dessus tout.

L'engagement du Tchad de ne pas abandonner le Mali

Le président Idriss Déby Itno, lui, salue « l'engagement historique » des soldats tchadiens au Mali. « *Tous vos frères et sœurs réunis ici à la Place de la Nation, sont fiers de vous et l'Histoire retien-*

dra votre héroïque action au Mali », déclare-t-il.

Il a également « une pensée pieuse » pour les 38 ayant trouvé la mort au cours des combats dans l'Adrar des Ifoghas ou lors d'explosion de bombes actionnées par des kamikazes. Il annonce que « *la journée du 13 mai sera désormais consacrée au recueillement en faveur des martyrs du Mali* ».

Selon le porte-parole du gouvernement tchadien, ce retour des 500 soldats tchadiens « s'inscrit dans un cadre progressif ». L'Assemblée nationale du Tchad a voté, le mois dernier, une proposition de loi demandant le retour progressif des FATIM et la contribution du Tchad à la Mission multinationale intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

Car pour le Tchad, il n'est pas question d'abandonner le Mali dans la phase actuelle. « *Nos forces de défense et de sécurité sont encore au Mali. Le gros des troupes est encore là-bas et ils contribuent à la sécurisation des grandes villes telles que Kidal et Tessalit* », conclut Hassan Sylla Bakari.

Xinhua

RÉGION DES GRANDS LACS

Pourparlers en vue de la création d'une cour de justice commune

Réunis les 9 et 10 mai à Bujumbura (Burundi), les ministres des Affaires étrangères du Rwanda, du Burundi et de la République démocratique du Congo (RDC) ont envisagé de créer une cour de justice commune afin de juger les auteurs des crimes commis dans la région des Grands Lacs. Il est nécessaire de mettre en place une cour de justice chargée de s'occuper des crimes commis dans cette région, où sévit une criminalité transversale, estiment les ministres. Cela constituerait une innovation, selon eux, au nom d'un intérêt partagé. « *Lorsqu'on va commencer à partager les intérêts communs entre la RDC, le Rwanda et le Burundi, aucun pays ne pourra plus s'immiscer dans les affaires de l'un ou de l'autre* », a déclaré le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku qui s'est réjoui que les participants aient réaffirmé leur engagement à soutenir la brigade d'intervention de la Monusco. Celle-ci sera bientôt déployée dans l'est de la RDC pour combattre les groupes armés, notamment le M23.

Noël Ndong



AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Le FMI annonce une légère croissance du Produit intérieur brut

Le premier rapport annuel du Fonds monétaire international (FMI), présenté lors d'une conférence le 11 mai à Yaoundé au Cameroun, indique que la croissance est passée de 5,1% en 2012 à 5,4% en 2013. Elle est projetée à 5,7% en 2014.

« Cette évolution contraste avec le rythme au niveau mondial où il apparaît que dans les pays avancés, l'économie américaine reprend de l'élan par une croissance de 2% en 2013 et plus en 2014 malgré un ajustement budgétaire considérable de l'ordre de 1,8% du PIB, alors que la zone euro continue, quant à elle, de se distinguer par un retour très lent ou modéré à une croissance posi-

tive », a expliqué la directrice du département Afrique du FMI, Antoinette Sayeh, lors de la conférence, en présence du ministre des Finances, Alamine Ousmane Mey, et d'autres personnalités gouvernementales, des membres du corps diplomatique, et de nombreux acteurs économiques et financiers.

Dans son exposé intitulé « Créer une dynamique dans un monde à plusieurs vitesses », Antoinette Sayeh a déclaré souhaiter que la croissance des économies émergentes et des pays en développement soit rapide. La directrice du département Afrique du FMI estime que l'Afrique subsaharienne confirme son classement comme l'une des régions les plus dyna-

miques du monde en matière d'accélération de la croissance économique. « Des disparités entre les régions ou groupes de pays montrent cependant que pour certains pays à faible revenu, une croissance soutenue est annoncée, ce qui n'est pas le cas dans quelques pays à revenu intermédiaire », a-t-elle avancé.

Le rapport établit une liste de 15 pays post-PPTE (initiative de la Banque mondiale d'allègement de la dette en faveur des pays pauvres et très endettés) de la région où le ratio dette/PIB a augmenté de 5 points. Selon Antoinette Sayeh, le risque de surendettement de ces pays est cependant faible ou modéré pour l'instant. C'est le cas du Ca-

meroun. « Le niveau des réserves internationales de la région a augmenté par rapport aux importations (anticipées) en 2012, et le coefficient moyen de couverture a atteint presque 5 mois d'importations. Cela dit, l'évolution globale masque une légère diminution du coefficient de couverture dans les pays à faible revenu et les États fragiles, où le niveau de couverture moyen tourne aujourd'hui autour de 3 mois d'importations », mentionne le rapport.

Dans la grande majorité des pays de la région, poursuit le document, « les coefficients de couverture sont d'au moins deux mois d'importations, l'exception la plus remarquable étant

l'Ethiopie, où la dégradation de la balance commerciale en 2012 s'est traduite par une diminution du coefficient de couverture, qui s'est établi à 1,7 mois d'importations ».

Avec en tête la Chine, les pays émergents sont aujourd'hui une opportunité pour la consolidation de la croissance africaine, reconnaît le Fonds monétaire international qui salue l'évolution du commerce bilatéral des biens sino-africains, qui est passé de 30 milliards de dollars en 2005 à 200 milliards de dollars en 2012, et d'un stock cumulé d'investissement chinois dans les pays d'Afrique subsaharienne de 460 millions de dollars en 2003 à 15 milliards de dollars en 2012.

Yvette Reine Nzaba

HYDROCARBURES

Baisse de la production de pétrole en Afrique

Le dernier rapport publié par la compagnie pétrolière BP révèle la cartographie mondiale des hydrocarbures et met en évidence un recul de l'Afrique en matière de production mais aussi, une baisse de sa part dans les réserves mondiales d'hydrocarbures.

Événement incontournable dans le secteur pétrolier, la publication du rapport annuel « Statistical Review of World Energy » du groupe pétrolier BP, a révélé une cartographie mondiale des hydrocarbures fin 2011, dont les évolutions, par rapport à l'année précédente, reflètent les bouleversements géopolitiques. Avec une année particulièrement riche en crise en Afrique, rien d'étonnant à ce que les lignes aient bougé quelque peu, à commencer par la production. Au total, note le rapport, la production africaine en 2012 a chuté de 12,8% pour atteindre 8,8 millions de barils par jour, à peine le tiers des 27,7 millions produits au Moyen-Orient.

La Libye, premier producteur africain, a vu sa production chuter de 7,1%, perdant ainsi sa quatrième place mondiale. Mais le pays a annoncé en 2012 avoir retrouvé sa production d'avant-guerre. Plus surprenant, la part des réserves du continent dans la répartition mondiale a également baissé : elle passe en effet de 9,5% en 2010 à 8% en 2011, alors même que les réserves africaines prouvées ont augmenté de 300 millions de barils.

Quant au classement africain des réserves, il n'a pas bougé : la Libye est toujours en tête, suivie du Nigeria et de l'Angola. Notons enfin que le rapport annuel « Statistical Review of World Energy » du groupe pétrolier BP, ne prend toujours pas en compte les réserves du Ghana, pourtant bien supérieures à celles de la Tunisie, qui apparaît toujours dans son rapport.

Boris Khari Ebaka

MALI

La Chine et le Canada apportent leur appui financier au pays

Beijing et Ottawa ont respectivement annoncé, le 14 mai, une aide de 31,90 milliards FCFA et de 10 millions de dollars supplémentaires en faveur du pays, le premier pour soutenir sa relance économique et le second pour appuyer la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (Misma).

Ces engagements financiers interviennent à la veille de la conférence internationale des donateurs pour le développement du Mali qui s'ouvre le 15 mai à Bruxelles (Belgique). Il y est prévu de lever 700 millions de dollars pour la reconstruction du pays.

L'aide chinoise, « la plus grande partie sous forme de dons et une petite partie sous forme de prêt sans intérêt », a été annoncée par l'ambassadeur Cao Zhongming, qui était reçu par le Premier ministre malien, Diango Cissoko. « C'est pour soutenir le Mali dans la relance de son économie nationale et dans le processus de reconstruction. La Chine tient à soutenir le Mali dans l'unification nationale, dans le rétablissement de son intégrité territoriale ainsi que dans son développement. », a déclaré le diplomate chinois à la presse.

S'agissant du Canada, le ministre des Affaires étrangères, John Baird, et la secrétaire parlementaire du ministre de la Coopération internationale, Lois Brown, ont indiqué que leur pays était disposé à accroître son appui au Mali pour l'aider à rétablir la démocratie, retrouver la stabilité et préserver son intégrité territoriale. « Le Canada est déterminé à combattre le terrorisme sous toutes ses formes. Au Mali, cela signifie que nous collaborons avec nos partenaires régionaux et internationaux pour veiller à ce que ce pays ne devienne pas un refuge pour les djihadistes et les extrémistes, et l'aider à rétablir un ordre démocratique qui, par le passé, a servi de modèle pour l'Afrique », a affirmé le ministre John Baird.

Le ministre canadien visite actuellement un pays voisin, le Ghana, qui a joué un rôle de leader régional dans les efforts entrepris pour mettre fin à la crise malienne et éviter que le Mali ne sape la stabilité de toute la région du Sahel. « Des démarches comme celles-ci aident à renforcer la sécurité au Mali, en Afrique et, au bout du compte, au Canada même », a-t-il

ajouté. L'aide canadienne servira à appuyer la Misma jusqu'à ce qu'une nouvelle mission des Nations unies puisse être mise sur pied. Le Canada contribuera également à un fonds d'affectation spéciale administré par l'ONU pour aider le Mali à rétablir les institutions démocratiques avant les élections prévues en juillet et à préserver son intégrité territoriale. En outre, il contribuera au programme de formation mis sur pied par l'Union européenne pour aider les forces armées maliennes à protéger les droits fondamentaux de la population civile.

Le Canada est disposé à collaborer avec les autres bailleurs de fonds, les organisations non gouvernementales canadiennes et des organisations multilatérales comme le Programme alimentaire mondial pour aider à sauver des vies humaines et à alléger la souffrance au Mali. En outre, ses dirigeants entendent contribuer directement au financement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) par l'intermédiaire de ses quotes-parts versées aux Nations unies.

Nestor N'Gampoula



TerraTech
le monde de l'informatique

**COMPAQ PRESARIO
CQ57-465SK**



379.000 TTC

**ACER TRAVEL MATE
P253-M**



349.000 TTC

**INTEL CORE I3 - 2.2 GHZ
4G MEMOIRE
500 DISQUE DUR
ECRAN HD LED 15.6"**

1 AN GARANTIE

Avenue Alphonse Fondere – Immeuble C.N.S.S Rond Point City – Rez-Chaussee. Congo-Brazzaville Tel: 00242 06 8813434 – 00242 053813434

RACISME

L'Italie se fracture en deux

Cris racistes contre Mario Balotelli et Kevin Boateng ; voiture de l'abbé Elangui incendiée : la société italienne assiste à une montée de la xénophobie.

Le prétexte, commode, est la ministre italo-congolaise Cécile Kyenge. L'entrée de cette activiste de l'intégration à l'italienne et du respect des droits des immigrés dans le gouvernement de Enrico Letta, continue de déchaîner les passions xénophobes. Le parti de la Ligue du Nord, ouvertement anti-intégration, s'est trouvé du blé à mouder. Il multiplie les manifestations tous azimuts : pour la suppression du ministère de l'Intégration ; pour le maintien de la loi Fini-Bossi sur l'immigration et qu'elle a inspirée ; contre l'attribution de la nationalité suivant le principe du droit du sol aux enfants nés de parents étrangers en Italie, etc.

Au cours du week-end, un fait divers est venu jeter de l'huile sur le feu qui n'en avait pas vraiment besoin pour embraser les places de plus belle. Un requérant d'asile d'origine ghanéenne, pris d'un accès de réelle folie, s'est muni d'une pioche et a fauché les premiers passants rencontrés dans un quartier périphérique de Milan. Au cri de « j'ai faim », il a tué un garçon de café et grièvement blessé trois autres personnes. Il

n'en fallait pas plus pour que la Ligue du Nord, dont Milan est aussi un de ses territoires admis, aille organiser des manifestations de protestation sur le lieu du drame avec des pancartes proclamant : « Voilà ce dont les amis de Kyenge sont capables ! » Des échauffourées sur place n'ont pris fin qu'avec l'intervention de la police.

Mais la mèche allumée a eu des prolongements sur d'autres théâtres emblématiques de la vie publique italienne. Au stade San Siro de Milan où se disputait dimanche la 37^e Journée du championnat de 1^{ère} division de football, l'arbitre a dû interrompre momentanément la rencontre lorsque des cris racistes ont accompagné chacune des fois où le prodige Balotelli et l'autre magicien du Milan AC, Kevin-Prince Boateng, tous deux d'origine africaine, touchaient le ballon. Ce lundi dans la presse, les commentaires étaient tous centrés sur cette rencontre (qui s'est terminée par un score vierge contre l'AS Roma). Mais certains journaux n'ont pas manqué de relever que suspendre quelques minutes un match n'était pas répondre au racisme dans le football.

« Je suis raciste, et alors ? »

Plus au sud, en Calabre, une autre mèche s'allumait, cette fois au propre.

C'était la voiture d'un curé qui était incendiée dans la nuit, alors que les murs externes de la paroisse se couvraient d'écrits racistes. Le curé, c'est l'abbé Rigobert Elangui, depuis deux ans en charge de la paroisse mal nommée de Benestare (bien-être). Son double tort : avoir prononcé des sermons contre la mafia (un sport local) et être d'origine congolaise (RDC) lui aussi, comme la ministre Cécile Kyenge Kashetu. Aussi bien les cris de singe contre Mario Balotelli et Kevin-Prince Boateng, que l'acte criminel contre le curé, ce sont des agissements qui ont suscité la ferme condamnation, d'un côté des instances nationales du football, et de l'autre, de l'évêque de Locri (Calabre).

Mais le fait est que, en face, le camp de ceux qui manifestent ouvertement contre l'intégration ne fait plus dans la subtilité ni la clandestinité. Et, au-delà des condamnations de principe, la société italienne ne semble pas prendre la mesure des enjeux et adopter l'attitude qui sied à la dangerosité des instincts remués. « Je suis raciste, et alors ? », interrogeait un député de la Ligue du Nord au micro d'une radio, lors d'une émission matinale très suivie la semaine dernière. Aucune voix ne s'est élevée pour lui répondre que c'était un crime.

Lucien Mpama

TRAITES NÉGRIÈRES

Fin de non-recevoir aux revendications de réparations matérielles de certaines associations

Devant « l'impossible réparation » des traites négrières et de l'esclavage, le président français François Hollande a prôné « la paix des mémoires réconciliées », lors de la Journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions le 10 mai au jardin du Luxembourg, à Paris.

François Hollande a repris à son compte le terme « d'impossible réparation » du poète martiniquais Aimé Césaire dont la France célèbre cette année le centenaire de la naissance. « Le seul choix possible, le plus digne, le plus grand, c'est la mémoire, la vigilance et la transmission [...]. Notre responsabilité est de donner un avenir à cette mémoire [...]. C'est la paix des mémoires réconciliées et non l'oubli qui rendra la France forte », a-t-il affirmé. Le Conseil représentatif des associations noires (Cran) a annoncé son intention de poursuivre la Caisse des dépôts et consignations, lui reprochant d'avoir profité de la traite négrière. La ministre française de la Justice, Christiane Taubira, et l'ancien président du Cran, Patrick Lozès, n'ont pas souscrit à cette demande de compensation financière. La première a prôné « des remembrements, des politiques foncières » pour les descendants d'esclave en outre-mer ; le second rappelle « l'indispensable devoir de mémoire [qui] ne doit pas diviser [le] pays, mais réunir dans une même mémoire les descendants d'esclaves et tous les autres Français ». Patrick Lozès s'inquiète de « cette dérive qui consiste à réduire la mémoire de l'esclavage à une transaction matérielle et à des considérations financières. La Journée des mémoires de la traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions ne doit pas servir à créer des tensions. »

Noël Ndong

EN VENTE À LA LIBRAIRIE DES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

SOUVENIR

Pointe-Noire commémore la mort de Rapha Bounzeki

Les fans de l'artiste ont organisé diverses activités, le 10 mai à Pointe-Noire, dans le cadre du cinquième anniversaire de sa disparition.

Des défilés et parades vestimentaires ont eu lieu dans des bars-dancings de la ville océane ainsi que la projection de films vidéo vantant l'art vestimentaire congolais appelé couramment « la Sapologie ». L'artiste, de son vivant, avait sorti quatorze albums solo et collaboré à autant d'albums de ses collègues et amis : Carlito Débaba, Papa Wemba (RDC), Stani Rodriguez, Anicet Charmant Rigadin Mavoungou, Kisito, Achille Mouebo (Congo Brazzaville), pour ne citer qu'eux. Avec ses chansons à textes chantées en lari, en lingala ou en français, Rapha Bounzeki a moralisé la population : *Le départ pour l'école ; Matoya ; Parisien refoulé ; La misère du chauffeur* sont des titres réputés du musicien. Amuseur en société, il l'a été également avec des titres insolites et surprenants comme *Tuvi mfunu*, pour montrer que la vie sur terre n'est que vanité. Imaginatif, Rapha a enrichi le jargon congolais de l'expression « je



boude, za fua zé », et de « la sapologie », terme qui décrit la science étudiant la Société des ambassadeurs et personnes élégantes (Sape). Étonnant par son look atypique, le musicien était resté égal à lui-même, c'est-à-dire un artiste incompris malgré sa disponibilité, son professionnalisme et son goût de la perfection. Le style de Rapha Bounzeki, presque inimitable, comme sa danse et sa voix, ont disparu le 10 mai 2008 à Brazzaville. En même temps que Rapha Bounzeki a tiré sa révérence il y a cinq ans, se sont effacés un style, un look, une voix, un sourire, signes identitaires de l'émérite artiste musicien.

Hervé Brice Mampouya

NÉCROLOGIE

Programme des obsèques de Monsieur Dieudonné Mengobi, président du Conseil départemental de la Sangha, membre du Comité central du parti congolais du travail (PCT), décédé le 7 mai 2013 au Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville.



-Jeudi 16 mai : 8 H 00 : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville.

-10 H 00 : hommage officiel au Siège communal du PCT de Brazzaville à Mpila

- 13 H 00 : départ de la dépouille mortelle à l'aéroport international de Maya-Maya pour Ouesso (Département de la Sangha).

-Vendredi 17 mai : 10 H 00 : cérémonie officielle au Siège du Conseil départemental de la Sangha sous le patronage du ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

-16 H 00 : inhumation au village Mazingo à 9 km de Ouesso.

-18 H 00 : fin de la cérémonie.

IN MEMORIAM

Le temps qui passe ne peut effacer ni la douleur, ni le souvenir d'un être cher. 15 mai 2006-15 mai 2013, voici 7 ans que le Seigneur rappelait à lui Gilbert Kekola, KG. En cette date d'anniversaire, les veuves, les enfants KG. Gilbert Kekola, prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour lui. Une messe d'action de grâce sera dite en sa mémoire le 15 mai 2013 en la paroisse Sainte-Marie de Ouenzé.



Que son âme repose en paix.

ARTS ET CULTURE

Cinéma : « Au fil de l'électricité », premier film documentaire d'Aimé Nkounkou

Après des études de réalisation de cinéma documentaire, et la création d'un film d'école de 12 mn et un autre collectif de 19 mn pendant son master à Saint-Louis au Sénégal, Aimé Nkounkou signe son premier film documentaire de 52 minutes

Au fil de l'électricité traite des délestages qui permettent de fournir le courant électrique d'une zone à une autre dans Brazzaville. « J'ai quitté le Congo en 2005 pour aller étudier au Sénégal, et à l'époque, nous vivions les pires coupures d'électricité ainsi que d'autres manquements. Nous autres étudiants, nous ne voulions plus revenir au pays. Et pendant cinq ans à l'étranger, lorsque j'interrogeais mes frères ou que je lisais les journaux, je constatais que la situation ne s'améliorait pas. Bien sûr le projet de construction du barrage a vu le jour entre temps, mais je me suis dit qu'il fallait que je me penche sur la question. Pour moi, c'était le lien avec notre pays », a expliqué Aimé Nkounkou, pour justifier son choix.

Le film explore deux pistes : le questionnement de son auteur sur les départs et retours au pays à travers sa voix off ; et les vies de

deux personnages qui vivent de ce courant électrique tant bien que mal. Il s'agit de Barrez qui tient une menuiserie et doit faire face aux coupures d'électricité, et Pitchou, qui lui, a créé une recharge de batterie dont il se sert jusqu'à ce que le courant soit rétabli. Tout au long des 52 minutes, le réalisateur plonge dans la vie de ses deux personnages et relate leurs sentiments vis-à-vis de cette situation. En outre, l'auteur est allé à la rencontre de personnes qui ont un lien avec cette source d'énergie, comme les réparateurs de groupes électrogènes et aussi une équipe d'étude chargée d'installer de nouvelles lignes électriques pour le barrage et l'acheminement du courant électrique à Brazzaville.

La conception du film date de 2009, à l'issue de son master. Aimé Nkounkou avait écrit une première ébauche lors de rencontres documentaires. « Lors des secondes rencontres en 2010, j'ai obtenu des accords de production avec mes producteurs. Puis parallèlement à une réécriture plus stricte et mon retour au pays fin 2010, nous avons débuté les recherches de financement, pour fi-

nalement tourner en 2012 », a précisé le réalisateur. « Le tournage ne s'est pas fait aisément, j'ai eu plusieurs défections de personnes lors de mes repérages, car nombreux ne voulaient pas parler de cette situation encore tabou. Même à la Société nationale d'électricité, ils n'ont pas voulu m'apporter leur aide dans la conception de ce film », a-t-il ajouté.

Au fil de l'électricité sera diffusé en France sur une chaîne de télévision de Rennes, et au Congo, à la Télévision pour tous (TPT) à Pointe-Noire. Il participera également à divers festivals dans le monde, dont Bénindocs au Bénin, et aux prochains grands rendez-vous du cinéma africain et film documentaire. « Pour le moment nous n'avons pas encore établi de calendrier au Congo. Il sera aussi diffusé au centre Tati-Loutard à Pointe-Noire très bientôt, et nous allons nous atteler à rechercher des diffuseurs pour des projections à Brazzaville. Mon souhait est qu'il soit vu. Malheureusement, nos chaînes de télévision locales n'achètent pas nos films, ce qui pose énormément de problèmes », a conclu le jeune auteur.

Désirée Hermione Ngoma

Séminaire de formation sur la LOGISTIQUE

Contenu du séminaire : (+ Document gratuit)

- Les approvisionnements ;
- Les documents commerciaux ;
- La gestion des stocks et des magasins de stockage ;
- La distribution ;
- La gestion des transports ;
- Les conventions internationales de vente ou incoterms.

Début : 21 Mai 2013

Durée : 1 semaine

Coût : 25 000 Frs + 1 marker Non permanent

Lieu : Immeuble en face du hall des légumes / AGRICONGO-Marché Total (Derrière la fac de droit, à l'étage.)

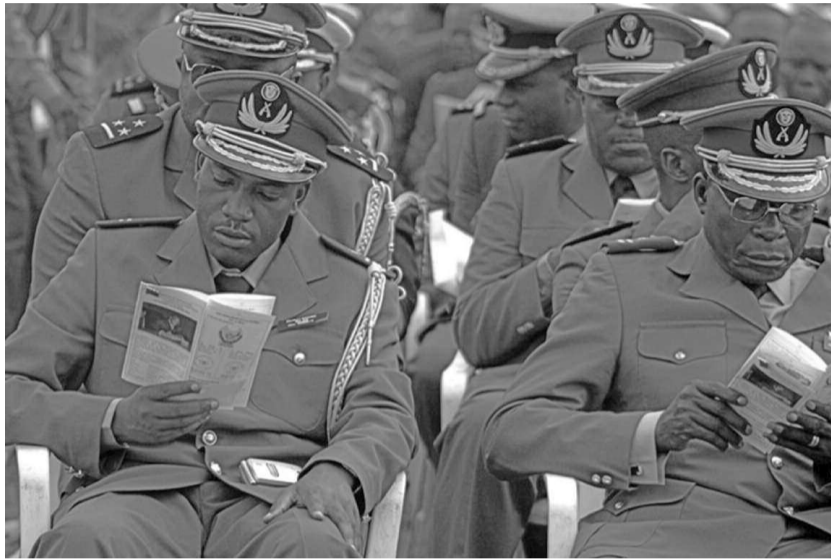
Contacts : 05 556 90 64 / 06 937 60 54

DÉFENSE

Des officiers des Fardc en atelier sur la stratégie de formation

Les discussions sur la question sont facilitées par des experts en logistique de l'armée américaine.

Une trentaine d'officiers supérieurs des Forces armées de la RDC (Fardc) sont en atelier du 13 au 16 mai sur la logistique. Cette session de formation, organisée par le Bureau de coopération pour la sécurité (OSC) de l'ambassade des États-Unis, a pour thème « Appuyer la force ». Elle porte, selon un communiqué de l'ambassade des États-Unis à Kinshasa, sur le développement de stratégies logistiques pour et par l'armée congolaise. Pour le chargé d'affaires de l'ambassade des États-Unis, Éric H. Madison, cité dans ce communiqué, cette conférence permettra de dégager de manière claire et succincte des solutions congolaises adaptées aux défis congolais. Il a indiqué,



Des officiers supérieurs des Fardc (archives)

à l'ouverture de ces travaux, que « les États-Unis d'Amérique ont appris, à travers de nombreux conflits passés et présents, que la logistique et la gestion des ressources constituent des éléments vitaux et essentiels pour la réussite ».

L'OSC, a fait savoir cette source, a pour rôle de développer des relations bilatérales à

long terme entre la RDC, la République du Congo et les États-Unis, en gérant plusieurs programmes. Il s'agit notamment de l'éducation et la formation internationale militaire, des opérations de paix, des opérations civilo-militaires et de l'aide humanitaire, ainsi que de l'engagement dans la formation de militaire à militaire.

Lucien Dianzenza

COOPÉRATION

Un fonds pour stimuler l'agriculture en Afrique

Les États-Unis, la Suède et la BAD l'ont créé lors du forum pour le développement de l'Afrique qui s'est tenu en Afrique du Sud.

Intitulé « Agriculture Fast Track » (Accélération du développement agricole), le fonds est destiné à promouvoir et accélérer les investissements privés dans l'infrastructure agricole de l'Afrique subsaharienne. Ce qui permettrait aux petits producteurs d'accélérer aux marchés internationaux, rapporte un communiqué du département d'État des États-Unis. Ce fonds qui sera géré par la Banque africaine de développement (BAD) est financé à la hauteur de quinze millions de dollars par l'agence des États-Unis pour le développement international (Usaid) et de dix millions de dollars par le gouvernement suédois. La principale cible est donc les pays membres de la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition.

« Depuis la création de la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition l'an dernier, nous avons vu des pays membres mettre en place des réformes sérieuses qui ont conduit à des progrès réels », a indiqué Rajiv Shah, administrateur de l'Usaid qui estime que le lancement du fonds Agriculture Fast Track permet aux agriculteurs africains de tirer parti des projets d'infrastructure qui découlent de ces réformes et qui leur permettront de livrer plus facilement leurs produits aux marchés. Grâce au soutien apporté au développement agricole, ce communiqué souligne que les pays les plus industrialisés, les pays africains et le secteur privé visent à aider cinquante millions de personnes en Afrique subsaharienne à sortir de la pauvreté d'ici à 2022 à travers la Nouvelle alliance. Celle-ci appuie les réformes axées sur les mécanismes de marché dans les pays africains membres avec 3,7 milliards de dollars américains en investissements privés prévus dans le secteur agricole. La demande alimentaire mondiale devrait croître de près de 60 % d'ici à 2050, selon l'Usaid qui pense que l'amélioration des routes, des ports et des voies ferrées s'avère absolument nécessaire.

Gypsie Oïssa Tambwe

FINANCEMENT

La Banque mondiale accorde le 3^e fonds additionnel au Parss

Le Projet d'appui à la réhabilitation du secteur de la santé (Parss) appuie neuf districts et quatre-vingt-quatre zones de santé réparties dans cinq provinces.

Après la mise en œuvre du premier projet qui a duré six ans (2006-2011) et au regard des résultats probants obtenus, la Banque mondiale (BM) vient d'accorder au Parss le troisième fonds additionnel afin de répondre à la demande du gouvernement pour contribuer à l'appui du Plan national de développement sanitaire (PNDS 2011-2015).

Selon le ministre de la Santé publique, Dr Félix Kabange Numbi, le troisième fonds vise à consolider et à améliorer les acquis du premier financement en matière d'appui au développement des zones de santé.

Avant le démarrage des activités qui seront financées par le troisième fonds additionnel, un atelier a été organisé pour pouvoir harmoniser les stratégies d'intervention et les résultats de ce financement au plan national de développement sanitaire. Il était aussi question au cours de cette réflexion d'identifier les stratégies de promotion des interventions de la santé de la reproduction et de la nutrition; de valider le cadre des résultats du Parss avec les acteurs concernés; d'harmoniser les rôles entre les différents acteurs directement impliqués dans la mise en œuvre du projet.

Des recommandations efficaces ainsi formulées au terme de cet atelier permettront de bien faire exécuter ce projet sur le terrain. Chaque acteur intervenant dans ce projet devra donc respecter certaines recommandations.

Au ministère de la Santé publique par exemple, il lui a été demandé de veiller à ce que les affectations des personnels dans les zones de santé Parss s'opèrent en fonction des besoins exprimés; que les primes de performance du personnel non payées pendant la période de soudure soient payées par le gouvernement. Que les autorités politico-sanitaires évitent de déplacer le personnel formé dans les zones de santé appuyées par le projet pour ne pas perdre la dynamique du projet. À la BM, on lui a recommandé de prolonger le projet pour compenser le retard connu dans son démarrage afin de réaliser les besoins non encore ouverts. Les participants ont également proposé à la BM d'alléger les procédures de passation des marchés et de décaissement des fonds. Cela permettra d'accélérer la mise en œuvre des activités restantes.

Aline Nzuzi

VIE ASSOCIATIVE

La Fondation Mwimba Texas fête ses quinze ans

L'anniversaire sera concomitamment célébré avec la Journée internationale de l'enfant africain commémorée chaque 16 juin.

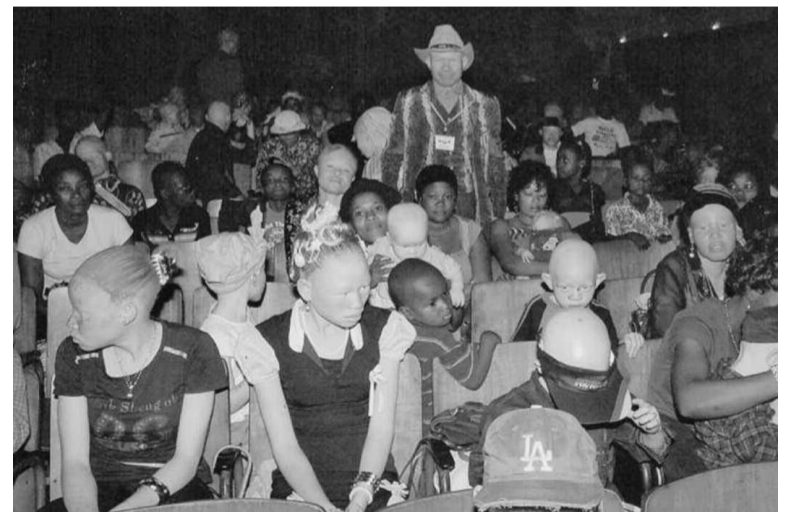
La Fondation Mwimba Texas (FMT) va totaliser, le 16 juin, quinze ans d'existence. Étant donné que pour 2013, cette date tombe un dimanche, cet anniversaire sera célébré, selon son président, le catcheur albinos Mwimba Texas, le 15 juin. La FMT profitera de cette occasion pour fêter également la Journée internationale de l'enfant africain (JEA).

À l'occasion de ses quinze, la FMT compte réunir des enfants albinos et ceux issus des familles démunies. « Cela nous permettra de les soutenir avec des produits de première nécessité et des produits pharmaceutiques pour leurs soins corporels, comme on a l'habitude de le faire lorsqu'on se réunit », a expliqué le président Mwimba Texas.

Une touche particulière

La FMT entend donner une touche particulière à la rencontre prévue le 15 juin. Car elle se rapportera à un double événement. Il s'agit de ses quinze ans et de la JEA.

Compte tenu de l'importance de ces deux événements couplés, le président Mwimba Texas et toute son équipe veulent que la rencon-



Mwimba Texas et les enfants albinos

tre soit inscrite en lettres d'or dans les annales de la Fondation et dans la mémoire de ses membres ainsi que des bénéficiaires des actions de l'association.

Dans cette optique, la FMT veut faire de cette journée une véritable fête. « Nous voulons réunir la majorité de nos membres ainsi que tous les bénéficiaires de nos actions. Mais les moyens continuent à faire défaut. C'est pourquoi nous lançons un appel aux partenaires et aux hommes de bonne volonté en vue de nous soutenir pour réussir cet événement », a expliqué le catcheur Mwimba Texas. Dans ces genres de rencontre, rappelle-t-on, la FMT a l'habitude de

distribuer des produits pharmaceutiques dont la vaseline, le dakin, les savons médicaux ainsi que des parasols, des chapeaux, des lunettes solaires, etc. à ses membres et autres bénéficiaires de ses actions. Pour l'occasion, la Fondation veut organiser une véritable fête.

La FMT est une ONG créée le 16 juin 1998. Elle est active dans la sensibilisation et l'encadrement des albinos ainsi que des personnes vulnérables. Ses ressources proviennent essentiellement des revenus des combats de catch auxquels participe son président, le catcheur albinos Alphonse Makiese Mwimba, alias Texas.

L.D.

PARTENARIAT

Une mission économique tunisienne à Kinshasa

La visite qui intervient du 13 au 15 mai s'inscrit dans le cadre de la relance des relations diplomatiques entre les deux pays.

Conduite par le directeur général de l'Agence tunisienne de la coopération technique, la coopération bilatérale entre la RDC et la Tunisie pourrait être relancée grâce aux résultats positifs qui découleront des discussions entre les hauts responsables de ces deux pays.

Ensemble, ils vont converger leurs points de vue notamment sur le développement des secteurs à caractères

technique, touristique, de pêche et d'élevage. Au cours des réunions, les deux parties devront se mettre d'accord sur les modalités pratiques susceptibles d'instaurer un partenariat dynamique et mutuellement bénéfique dans les secteurs ciblés en vue d'apporter une pierre au processus de développement. Il s'agit notamment de la formation professionnelle, la formation des formateurs, l'ingénierie de formation, l'organisation des centres de formation et le renforcement des capacités institutionnelles et humaines, l'élaboration des pro-

grammes d'études et de formation. Pour prospecter les potentialités existant avec le secteur privé, la délégation tunisienne a prévu une séance de travail avec la Fédération des entreprises du Congo pour étudier les voies et moyens d'instaurer un courant d'échanges économiques et commerciaux entre Tunis et Kinshasa au profit des deux pays. Dans leur agenda, la délégation tunisienne a également programmé des rencontres avec d'autres entreprises congolaises.

Gypsie Oïssa Tambwe

SOCIÉTÉ CIVILE

Création d'un comité d'appui de la Commission nationale des droits de l'homme

La structure est chargée de réfléchir et proposer à la plénière le plan d'appui au processus de facilitation de désignation des membres de ladite Commission.

Les membres des groupes thématiques de la société civile et les forces sociales engagées dans la promotion et la protection des droits de l'homme (DH) ont pris la résolution de travailler en synergie dans le cadre du processus inclusif, participatif et concerté. Cette décision a été prise le 10 mai au cours d'une réunion tenue à la Maison des droits de l'homme du Centre Carter, à Kins-

hasa. Cet engagement a également conduit à la création d'une commission ad hoc composé du comité d'appui de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), des trois délégués de provinces et un représentant par groupe thématique et forces sociales engagées dans la promotion et la protection des DH. Les réflexions et les propositions de ce comité sur le plan d'appui au processus de désignation des membres de la CNDH seront, selon cet engagement, soumis à la plénière.

Cette volonté de la société civile a été motivée notamment par la nécessité

d'un large consensus et concertation pour la désignation des membres de la CNDH et le besoin d'un processus inclusif concerté et participatif pour la désignation en toute transparence de ces membres de la CNDH. Cet engagement a également été soutenu par les débats et les recommandations faits à l'issue de cette journée de réflexion de la société civile qui a été organisée par le comité d'accompagnement de la CNDH, sous l'autorité morale des chefs d'Églises et l'accompagnement du Symposium national de la société civile.

Lucien Dianzenza

L'AFRIQUE DANS TOUS LES SENS

So Kalmery et Ray Lema invités de marque de l'édition 2013

Les deux chanteurs sont annoncés sur le podium du « Deux Pièces Cuisine » le 24 mai de 20h30 à 23h00 dans le cadre de ce festival pluridisciplinaire qu'abritera Paris du 17 mai au 2 juin.

Les musiciens congolais investiront la scène une semaine après le lancement officiel du Festival « L'Afrique dans tous les sens » prévu pour le 17 mai à l'Auditorium de la mairie de Paris. Cette quatrième édition rendra un hommage tout particulier à Nelson Mandela tenu pour l'« architecte de la paix, symbole d'humanité et de tolérance et père de la Nation "Arc-en-ciel" : l'Afrique du Sud, pays à l'honneur cette année ».

La RDC sera de la partie avec au moins quatre noms reconnus de sa musique. Avec So Kalmery, Ray Lema Jupiter et son Okwess International ainsi que Gasandji, le pays sera bien présent. Elle est l'une des Nations les mieux représentées parmi les quinze participants à cet événement qu'accueillera cinq villes françaises pour treize jours de festivités.

Au nombre des trente concerts programmés sont attendus ceux des invités So Kalmery et Ray Lema. Dans la nuit du 24 mai, ils se produiront simultanément avec Bassekou Kouyaté qui partagera l'affiche avec leur compa-



L'une des affiches du festival 'L'Afrique dans tous les sens'

triotte Jupiter et son Okwess International à La Bellevilloise aux mêmes heures, soit entre 20h30 et 23h00. Par ailleurs, Le Radazik verra le drapeau du Congo Brazza se hisser haut cette même nuit avec la prestation de Fredy Massamba qui en occupera la scène. Mais l'on en aura pas encore fini avec la RDC car la nuit du 1er juin, un autre de ses fils, en l'occurrence la chanteuse Gasandji, est censé partager l'affiche avec Souleymane Faye au Petit Bain.

Outre les concerts, le menu bien garni du festival a prévu six apéros surprises, un défilé de mode dans un marché en plein air, une rencontre - débat, des bals, une exposition, des projections de films, des dégustations et des ateliers culinaires. L'ambiance sera garantie avec les DJ qui seront de la partie et des spectacles de rue mais aussi ateliers de danse. Les amateurs de conte y trouveront aussi leur compte.

Avec un programme plus éclectique que jamais, « L'Afrique dans tous les sens » est déjà annoncé comme l'événement à ne pas manquer. Les quelques temps forts du Focus Afrique du Sud sont des invitations à ne pas rater. Le Cape Town Effects - entre hip-hop et électro - rencontre de la scène underground sud-africaine et d'artistes français promet des moments inoubliables. Il est prévu un plateau musical intergénérationnel Sam Tshabalala - Sibongile Mbambo ; un Cycle de cinéma sud-africain ; la création d'une œuvre d'art majeure dédiée à Nelson Mandela et une expo sur le thème des Bushmen par Pape Teigne Diouf ; des ateliers de danse Gumboots et Brakka, etc.

Nioni Masela

SANTÉ

La RDC exemptée de poliomyélite

Le pays ne fait plus partie de la liste des États où circule le poliovirus sauvage.

La bonne nouvelle a été notifiée au ministre de la Santé publique, Dr Félix Kabange Numbi, dans une correspondance que l'organisation mondiale de la santé (OMS) lui a adressée. Dans cette lettre, l'agence onusienne annonce officiellement que la RDC est rayée de la liste des pays-polio. Cette notification est due par le fait que depuis plus de dix-huit mois le pays n'a enregistré aucun cas de poliovirus sauvage. Avec la correspondance de l'OMS, l'on peut dire que la RDC entre ainsi dans la voie d'éradication de la polio, une maladie invalidante de l'enfance.

Pour le Dr Félix Kabange Numbi, cette bonne nouvelle est une interpellation dans la mesure où il y a quelques années le pays était libéré du poliovirus sauvage mais à cause des mouvements de populations quelques années après, le poliovirus sauvage importé d'un pays voisin a été réintroduit en RDC et on a connu des épidémies de polio dans tout le pays. Aux dires du ministre de la Santé publique, il ne faut pas que le pays revive ce drame. C'est pourquoi il pense qu'il est temps de redynamiser le programme élargi de vaccination (PEV) de routine. Il appelle ainsi les partenaires qui appuient la vaccination à soutenir le PEV de routine.

Notons que dans la lutte contre la polio, il n'existe pas de traitement curatif. La vaccination demeure la seule solution efficace contre cette maladie. Grâce aux multiples campagnes de vaccination que la RDC a eu à organiser, les résultats sont aujourd'hui satisfaisants : « Le pays est retiré de la liste noire de pays pourvoyeurs de polio ». Ces efforts doivent être capitalisés aussi en ce qui concerne la lutte contre la rougeole et d'autres maladies qui affectent les enfants. C'est de cette façon que la RDC pourra réduire le taux de mortalité infantile qui est élevée.

Aline Nzuzi

NOUVELLES TECHNOLOGIES

Lancement de la 3^e édition du prix Orange de l'entrepreneur social en Afrique

Le projet, initié par l'entreprise de télécommunication, a pour objectif de promouvoir l'innovation sociale en faveur du développement, grâce aux technologies de l'information et de la communication (TIC), indique un communiqué de presse rendu public le 14 mai.

L'entreprise est présente dans dix-huit pays en Afrique dont la RDC qui compte plus de 70 millions de clients. À cet effet, indique le communiqué, Orange souhaite devenir un acteur majeur du développement économique et social de l'ensemble de ces pays. Ainsi, à travers son programme « Orange pour le Développement », le groupe de télécom s'engage à contribuer au développement des marchés locaux des nouvelles technologies et à proposer des solutions innovantes adaptées aux besoins des populations locales. « Le prix Orange de l'entrepreneur social en Afrique récompensera de nouveau cette année trois entrepreneurs ou nouvelles entreprises proposant des produits ou des services qui s'appuient de façon innovante sur les TIC pour répondre aux besoins des populations du continent africain dans des domaines variés comme la santé, l'agriculture, l'éducation, l'énergie, l'industrie ou encore le commerce », indique le communiqué. Comme lors des éditions précédentes, le public pourra élire son projet préféré en ligne sur le portail d'Orange en Afrique, à savoir StarAfrica.com où les candidatures sont ouvertes du 14 mai au 20 septembre 2013. « Le lauréat "Coup de Cœur" verra son dossier soumis directement au jury parmi les autres projets finalistes présélectionnés par les experts et maximisera ainsi ses chances de faire partie des trois gagnants du Prix 2013 ».

Soutien financier, accompagnement et dépôt de brevet

Les entrepreneurs lauréats du concours bénéficieront du soutien financier et de l'expertise d'Orange, à savoir une dotation allant de 10 000 à 25 000 euros ainsi qu'un accompagnement de six mois par des professionnels de l'entrepreneuriat et des TIC. Cette année, le 1er Prix se verra également offrir un dépôt de brevet dans le pays de déploiement par Orange. Tout entrepreneur de plus de 21 ans ou toute entité légale existant depuis moins de trois ans au moment du concours, sans restriction de nationalité, peut participer gratuitement à ce prix. « Les projets présentés doivent prévoir un déploiement de leur service dans au moins un des pays d'Afrique où Orange est implantée et faire intervenir les technologies de l'information et de la communication de manière innovante pour contribuer à améliorer les conditions de vie des populations dans ces pays », souligne le communiqué. Pour rappel, la start-up égyptienne « Innovative Electronic Employment Platform » avait remporté le titre en 2012 avec plus de 50 000 votes. Les projets récompensés lors de l'édition dernière portaient sur la technologie mobile au service des vendeurs de produits vivriers en Côte-d'Ivoire (Vivus Limited), sur le système d'amélioration de traitement des déchets lancé au Kenya (Taka-char) ou encore sur la mise en place d'un site de e-commerce qui permet à la diaspora sénégalaise de faire leurs courses en ligne pour leurs familles à Dakar. Depuis plus de deux ans, indique-t-on, l'appel à projet a recueilli plus de mille candidatures, reflétant la véritable dynamique entrepreneuriale et le potentiel des télécommunications sur le continent africain.

Patrick Kianimi

ÉLECTIONS

La direction des activités physiques et sportives avertit la Fécofa

L'annonce de la tenue de l'assemblée générale ordinaire élective de la Fédération congolaise de football association (Fécofa) n'a pas fini de provoquer des réactions.

Réagissant à une correspondance de la Fécofa n°FBA/SEGAL/0515/2013 du 23 avril 2013 adressée au ministre de la Jeunesse, sports, culture et arts dont copie lui était réservée, le directeur des activités physiques et sportives, Bumba Ngeni, a littéralement mis en garde le président de la Fécofa, Constant Omari. À la lecture de votre précitée, il se dégage votre volonté de tenir l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire sur base des statuts non amendés en conformité de la loi 11/023 du 24 décembre 2011.

À propos de l'arrêté n°044, je tiens à vous rappeler que votre fédération représentée par son avocat conseil qui a pris une part active aux travaux de sa révision et celle d'autres mesures d'application de la loi susvisée en qua-

lité d'expert du Mouvement sportif national », lance dès les trois premiers paragraphes le directeur des activités physiques et sportives au président de la Fédération.

Bumba Ngeni souligne que les mesures d'application issues des travaux ont toutes été signées par le ministre des Sports et notifiées à toutes les fédérations sportives le 6 juin 2012 dans une correspondance. Il s'agissait des arrêtés ministériels n°036, 037, 038, 038, 039, 040, 041, 042, 043, 044, 045 et 046 qui constituent des mesures d'application de la loi n°11/023 du 24 décembre 2011 portant Principes fondamentaux relatifs à l'Organisation et la promotion des activités physiques et sportives en RDC.

Le secrétaire général aux Sports et loisirs, Barthelemy Okito Oleka, a continué le directeur des activités physiques et sportives, a instruit toutes entités sportives agréées de convoquer leurs assemblées générales ex-



Constant Omari, président de la Fécofa

traordinaires pour la révision de leurs statuts en conformité avec l'arrêté 044 du 31 mai 2012 et de les lui déposer pour être examinés par la commission ad hoc. « *Ordre qui a été scrupuleusement exécuté par toutes les fédérations sportives hormis la vôtre* », fait-il remarquer au président de la Fécofa. Et le directeur Bumba Ngeni d'exprimer sa surprise : « *Je suis surpris de*

vous voir, après avoir refusé de tenir l'assemblée générale extraordinaire pour la révision de vos statuts suivant les instructions de la hiérarchie, prétendre inscrire ce point à l'ordre du jour de votre prochaine assemblée générale ordinaire convoquée selon votre propre gré. Je suis en droit de me poser la question sur

la tenue d'une quelconque assem-

blée générale de la Fécofa. « Dans le cas contraire, vous porterez la responsabilité d'avoir foulé aux pieds la loi citée ci-haut ainsi que ses mesures d'application et de toutes les conséquences qui en résulteront », a averti Bumba Ngeni à Constant Omari.

Enfin, le directeur des activités physiques et sportives a sollicité le bon sens du Premier ministre, du ministre des Sports, du secrétaire général aux Sports, du gouverneur de la province du Maniema, du ministre provinciale des Sports du Maniema, du chef de division provinciale des Sports et loisirs du Maniema et du président du Comité olympique congolais (en copie) afin de « *bien vouloir prendre leurs dispositions utiles pour mettre fin à cette confusion délibérément entretenue en vue au mieux pour la sauvegarde de la loyauté au sein du Mouvement sportif congolais* ».

Martin Enyimo

GRAND ÉCRAN

Du cinéma russe à l'affiche à Wallonie-Bruxelles

« **Anna Karénine** », une réalisation d'Alexander Zarkhi de 1967 est le premier des deux longs métrages programmés respectivement les soirées des 15 et 16 mai dans la Salle Brel.

D'une durée de 2h30, le drame proposé par le réalisateur russe, adaptation du roman « Anna Karénine » de Léon Tolstoï paru en 1877, met sur un même plateau la célèbre Tatiana Samoilova au côté de Vassili Lanovoi et Nikolai Grichenko. Aujourd'hui âgée de 79 ans, l'actrice doit son renom en Russie et dans les anciens pays de l'ex-URSS à des rôles qui font

désormais partie du cinéma classique.

Par ailleurs, l'œuvre de Tolstoï a fait l'objet de plusieurs adaptations au cinéma et à la télévision. Quatre sont citées avant celle d'Alexandre Zarkhi. Il s'agit des versions de Vladimir Gardine avec Maria Germanova (1914) ; celle d'Edmund Goulding avec Greta Garbo dans le rôle titre (1927), de Clarence Brown avec à nouveau Greta Garbo (1935) et de Julien Duvivier avec Vivien Leigh (1948). Vingt ans après, en 1997, le Britannique Bernard Rose réalisait la sienne avec Sophie Marceau. Et la plus récente, qui est anglaise, date de 2012. Le réalisateur Joe Wright y a fait jouer Keira Knightley, la fille de l'acteur anglais Will Knightley et de la scénariste écossaise Sharman Macdonald. Il convient aussi d'ajouter que le roman de Tolstoï s'est révélé une source d'inspirations pour d'autres créations. Il est reconnu qu'il est notamment inspiré de nombreux ballets dans ce chapitre, il y a « Anna Karénine » de Rodion Chtchedrine pour Maïa Plissetskaïa en 1972.

La seconde soirée du 16 mai, le Centre Wallonie-Bruxelles la consacre à « Partition inachevée pour piano mécanique » de Nikita Mikhalkov. Dans ce deuxième long métrage, les cinéphiles découvriront Alexander Kaliagin, Yelena Soilovey, Yevghenia Glushenko et Antonina Shurnova. Ce film qui dure 1h43 s'est inspiré de trois nouvelles et d'une pièce (Platonov) d'Anton Tchekhov. Le drame de Nikita Mikhalkov avait remporté la Coquille d'or au Festival de Saint-Sébastien l'année de sa sortie, en 1977. Pour certains, ce serait là le meilleur film du réalisateur russe.

Nioni Masela



L'affiche du long métrage « Anna Karénine »

ANAPF

Les anciens pratiquants du football marchent contre la Fécofa

Réunis dans une association, les anciens footballeurs vont exprimer à travers la marche pacifique leur protestation. Ils remettront, à cet effet, des mémos au gouverneur de la ville et aux présidents de deux chambres du Parlement.

L'Association nationale des anciens pratiquants du football (Anapf) va organiser le 18 mai la « *marche pacifique des footballeurs et amis du sport* ». Le comité exécutif de cette association créée en août 2012 l'a signifié au gouverneur de la ville de Kinshasa, André Kimbuta Yango, par une correspondance. Il s'agit donc d'une « *marche pacifique de protestation contre la Fédération congolaise de football association (Fécofa) pour sa gestion actuelle du football qui n'honore pas notre pays et la violation par cette dernière des textes statutaires nationaux et internationaux* », indique-t-on dans la correspondance adressée à l'autorité provinciale. Et l'Anapf précise la date de la marche de colère : « *Le Comité d'organisation a retenu la date du samedi 18 mai 2013... Tout en garantissant notre esprit de fair-play et de sportivité, nous profiterons de l'occasion pour vous remettre en main propre les contenus des griefs que nous reprochons à notre Fédération de football* ».

De la gare au Palais du peuple...

À propos de l'itinéraire, la marche pacifique partira de la gare centrale de la Gombe, lieu de rassemblement, où seront attendus les footballeurs et amis du sport à partir du 7h00. Le départ est fixé à 8h45'. Le cortège se dirigera ensuite sur l'avenue de la Poste pour retomber sur l'avenue Colonel Ebeya où est situé l'Hôtel du gouvernement provincial. Les footballeurs et amis du sport s'arrêteront quelques instants devant le bâtiment de l'Hôtel de ville pour déposer leur mémo au gouverneur André Kimbuta, avant de poursuivre leur marche sur l'avenue Kasa-Vubu, l'Avenue Kabambare dans la commune de Kinshasa et retomber sur l'ex-avenue de Huileries devenue avenue de la Démocratie.

Ensuite, ils prendront le boulevard Triomphal pour s'arrêter devant le Palais du peuple afin de remettre leur mémo aux deux présidents de deux chambres du Parlement, respectivement Léon Kengo wa Dondo du Sénat et Aubin Minaku de l'Assemblée nationale. Enfin, le stade des Martyrs sera le point de chute de la marche pacifique des footballeurs et amis du sport. L'annonce de cette marche survient après l'annonce, il y a quelques jours, de la tenue des élections des membres du comité exécutif de la Fécofa prévues pour le 24 mai à Kindu dans la province du Maniema. L'on rappelle que le président Constant Omari brigue un troisième mandat à la tête de la Fédération. Il est candidat unique après l'examen des dossiers de candidatures par la commission électorale.

M.E.

FOOTBALL

Le week-end des Diablies rouges et des Congolais de la diaspora

EUROPE

Estonie, 10^e journée, 1^{re} division

Tammeka et Prêche Mboungou chutent à domicile face à Kalju, le leader (0-3). C'est la troisième opposition consécutive entre les deux clubs, soldée par une troisième défaite de Tammeka, qui chute à la 9^e place avec 4 points en 6 matchs. Dans le camp de Kalju, Allan Kimbaloula était titulaire. Remplacé à la 87^e, il n'a pas encore ouvert son compteur-but. Dans les rangs de Tammeka, Yannick Mbemba n'était pas dans le groupe.

Finlande, 6^e journée, 1^{re} division

Plaisir Bahamboula est resté sur le banc lors de la victoire de MYPA sur le Mariehamn (4-0). MYPA reste second, à une longueur du leader, l'HJK Helsinki.

Italie, 41^e journée, 2^e division

Sans Dominique Malonga, resté sur le banc, Vicence l'emporte à Modène (1-0). Et double ainsi Ascoli au classement : à une journée de la fin, Vicence quitte la zone rouge et remonte à la 19^e place, synonyme de barrages. Il reste un match à Vicence pour conserver sa place. L'ancien Monégasque conserve un bilan de 10 buts et 2 passes décisives en 37 matchs.

République Tchèque, 27^e journée, 1^{re} division

Remplaçant, Dzon Delarge est entré en jeu à la 5^e minute lors de la victoire du Slovan Liberec sur le terrain de Slovacko (3-0). Passeur décisif sur l'ouverture du score de son équipe, il a clôt la marque à la 81^e. Son 4^e but de la saison en championnat. Avec ce succès, le Slovan conforte sa 3^e place, avec 3 longueurs d'avance sur le 4^e, le Sigma Olomouc.

Suisse, 32^e journée, 1^{re} division

Et une défaite de plus pour Lausanne, défait à Thoune (0-2). Chris Malonga et Matt Moussilou étaient titulaires : le premier a été averti à la 84^e, tandis que le second est sorti à la 64^e. Heureusement pour Lausanne, ce 17^e revers de la saison est sans conséquence directe en raison de la défaite de Genève à Bale. Mais Lausanne reste sous la menace

d'un retour du club frontalier, qui compte 4 points de retard, mais un match en moins à jouer. Les quatre dernières journées seront pleines de suspense.

Ukraine, 30^e journée, 2^e division

Et de neuf buts pour Burnel Okana, qui offre la victoire à Stal Alchevsk sur la pelouse de l'Olimpik Donetsk (1-0). Avec ce succès, le club d'Okana compte 10 points d'avance sur le 3^e et se rapproche de l'accession en première division. Il reste quatre journées à jouer.

AFRIQUE

Cameroun, 10^e journée

Suspendu depuis fin avril en raison d'un mouvement de contestation des clubs de l'élite, le championnat camerounais est en grève. Le championnat devrait reprendre le week-end prochain en raison d'un accord de principe entre les instances sportives et les dirigeants de clubs.

Gabon, 24^e journée

Repos forcé pour les Congolais du championnat gabonais puisque la 24^e journée a été reportée à une date ultérieure.

Maroc, 27^e journée

Malgré son match nul face à El-Jedida (0-0), le KAC Kenitra reste relégable. Varel Rozan était titulaire et a joué toute la rencontre. Chansley Samba n'est pas entré en jeu lors de la victoire de Berkane chez le Wydad de Fès (1-0). Sans Fabrice Ondama et Lys Mouithys, non convoqués, le WAC l'emporte à Safi 2-0. Et reprend la 3^e place au MAS de Fès.

NATIONAL ET FOOTBALL AMATEUR

National, 36^e journée

Metz, déjà assuré de monter en Ligue 2, l'emporte à Orléans (2-0). Remplaçant, Yeni N'Gbakoto est entré à la 72^e.

Bonne opération de Fréjus-Saint-Raphaël qui prend la troisième place du classement à la faveur de sa victoire à Bourg-Péronnas (1-0). Titulaire, Cédric Lubasa a réalisé un bon début de match, avant d'être remplacé à la 40^e, sur blessure. Clévid Dikamona a joué toute la rencontre, au milieu de

terrain.

Le bonheur des uns fait le malheur des autres et Le Poiré-sur-Vie, tenu en échec à Boulogne-sur-Mer (0-0), perd sa place sur le podium. Jean-Bryan Boukaka, remplacé à la 78^e, et Minimbou Kifoueti étaient tous deux titulaires. Kévin Koumbemba est entré en jeu

0). Titulaire, Balthazar M'Bizi est sorti à la 59^e.

Mignon Ndingha et Villemomble partagent les points à Calvi (1-1).

Groupe B

L'UJA Maccabi Paris s'incline à Moulins (0-1). Titulaire, Christel Kimbembe a été contraint de lais-



à la 88^e, lors du match nul d'Amiens à Carquefou (1-1). Désormais condamnés à la descente, Cherbourg et Ted Lavie, alignés en défense centrale, battent Vannes (2-1) pour l'honneur.

CFA, 32^e JOURNÉE**Groupe A**

Beauvais et David Louhoungou s'imposent 2-0 à Ivry. Touché à la cheville, le Congolais a pu tenir sa place jusqu'au bout. L'AC Amiens de Dorian Ngoma, remplacé à la 62^e, s'incline à domicile face à Aubervilliers (2-5). Sans Christoffer Mafoumbi, laissé sur le banc, Lens bat Mantes (3-

ser sa place à la 21^e, sur blessure, alors que le score était vierge.

Tobias Badila et Dolan Bahamboula étaient titulaires lors de la défaite de Nancy à Jura-Sud (1-2).

Groupe D

Dalnath Miatoudila et Viry-Châtillon retombent dans leurs travers : le défenseur congolais a été expulsé à la 25^e pour une faute dans sa surface. Le penalty qui s'en est suivi permet au Mans de l'emporter 1-0. Karl Madianga était titulaire dans les rangs manceaux.

CFA 2, 24^e JOURNÉE**Groupe A**

Ailly-sur-Somme chute chez la réserve de Boulogne-sur-Mer (1-3) malgré les titularisations de Chirel Ngakosso et de Yann Kombo. Kajima Moké et Calais battent Feignies 3-1.

Groupe C

En roue libre, Saint-Louis Neuweg et Oxence Mbani s'inclinent à Illzach Moden (0-2). Le défenseur congolais a marqué contre son camp en début de match.

DH, Franche Comté, 24^e journée

Jush Mahindou et Champagnole s'imposent chez le 3^e, Ornans (2-1). Un succès qui entretient l'espoir d'un maintien miraculeux.

DHR, Languedoc-Roussillon, 24^e journée, groupe A

Mende et Destin Onka battent la réserve d'Uzès-Pont-du-Gard 3-2 et accentuent leur avance en tête du championnat. L'équipe d'Onka est déjà assurée du titre et de la montée en Division d'honneur.

MATCHS DÉCALÉS

République tchèque, match décalé de la 27^e journée, 1^{re} division

Titulaire, Franci Litsingi a participé au succès de Teplice face au Banik Ostrava (3-2). Auteur du second but de son équipe à la 41^e minute (son 4^e en 11 matchs), il a livré un match plein, tant dans son rôle de passeur que face au but. Grâce à ce succès, Teplice remonte à la 11^e place et a maintenant 5 points d'avance sur la zone rouge.

Bulgarie, match décalé**de la 27^e journée, 1^{re} division**

N'Sendo Kololo n'était pas dans le groupe de Montana, corrigé chez le Lokomotiv Plovdiv (0-4).

Suisse, match décalé de la 32^e journée, 2^e division

Aarau et Igor Nganga font un pas supplémentaire vers la première division en battant Locarno (3-0). Titulaire, Nganga a joué toute la rencontre. À quatre journées de la fin, Aarau conserve cinq points d'avance sur son dauphin.

Camille Delourme

VOTRE BADGE FAIT VOTRE IMAGE

CONCEPTION PROFESSIONNELLE

Livraison rapide 24H Chrono

Impression encre spéciale

Or - Argent

Prix imbattable à partir de 4000 Fcfa ou \$ 8.00

+242 044758841
+242 066689011
KIN : 0899320131

LIGUE AFRICAINE DES CHAMPIONS

L'AC Léopards de Dolisie est-il mal logé ?

La Confédération africaine de football (CAF) a procédé, ce 14 mai au Caire, au tirage au sort des matchs de poules de la 17e édition de la Coupe africaine des champions qui n'a pas arrangé la situation de l'Athlétic club Léopards de Dolisie.

Le groupe dans lequel se trouvent les Fauves du Niari est le plus relevé de la compétition. Logée dans le groupe A, l'équipe championne du Congo a pour adversaire le National Al Ahly du Caire, le Zamalek d'Égypte et le club sud-africain d'Orlando-Pirates. Un véritable test pour les Fauves du Niari qui, pour leur première expérience en ligue africaine des Champions, sont contraints de trouver les armes nécessaires pour lutter face aux équipes au palmarès africain éloquent dont Al Ahly est d'ailleurs le tenant du titre.

Cette équipe égyptienne a remporté cette compétition à sept reprises (1982, 1987, 2001, 2005, 2006, 2008, 2012) et détient le record du continent. Il est secondé par le Zamalek,

cinq fois vainqueur du trophée (1984, 1986, 1993, 1996 et 2002). Orlando Pirates, vainqueur de l'édition de 1995, complète la liste. Ce qui lui avait permis de jouer, en février de cette année, la super coupe d'Afrique devant Al Ahly même si elle avait perdu sur un score de 1-2. Au fil des matchs de la compétition africaine, l'AC Léopards a, après avoir éliminé le centre de formation de Mounana, le Kano Pillars du Nigeria et l'Entente sportive de Sétif, atteint un niveau qui lui permet de rivaliser avec n'importe quel adversaire. Son expérience de l'an dernier peut lui donner les ailes face au défi qui se présente à lui. En effet, il avait respectivement éliminé le Club sportif Sfaxien en seizième de finale, le Mas de Fès au tour de cadrage et empêché le WAC de sortir des poules.

Retenons que l'AC Léopards était placé dans le deuxième chapeau avec Coton sport de Garoua. Le premier chapeau était constitué d'Al Ahly et de l'Espérance de Tunis. Le



AC Léopards de Dolisie lors de son dernier match à Sétif

Les programmes des matchs de l'AC Léopards

Les 19, 20, 21 juillet : Orlando Pirates- AC Léopards

Le 4 août : AC Léopards- Zamalek

Le 18 août : AC Léopards- Al Ahly

Les 30, 31 août, 1er septembre : Al Ahly- AC Léopards

Le 15 septembre : AC Léopards- Orlando Pirates

Les 20, 21, 22 septembre : Zamalek-AC Léopards

Les demi-finales sont prévues les 5, 6 et 7 octobre pour l'aller et les 18, 19 et 20 octobre pour le retour. Les finales auront lieu les 1, 2 et 3 novembre et le retour les 8, 9 et 10 novembre.

troisième chapeau regroupait le Zamalek et Sewé sport de San Pedro. Orlando Pirates et Recreativo Do Libolo étaient dans le dernier chapeau. L'équipe tirée en premier dans l'un des chapeaux, a été placée dans le groupe A. Le groupe B de la compétition regroupe Espérance de Tunis, Coton sport, Séwé sport et Recreativo Do Libolo d'Angola.

James Golden Éloué

SANTÉ

Séance de recyclage pour les anesthésistes réanimateurs à Brazzaville

En prélude à l'arrivée d'un bateau hôpital Mercy Africa, une conférence d'information et de formation des anesthésistes réanimateurs s'est ouverte le 14 mai à Brazzaville, pour préparer les prochaines séances d'administration de soins gratuits aux Congolais malades.

En effet, le bateau hôpital accostera en août prochain au large du port de Pointe-Noire, et séjournera pendant dix mois pour soigner gratuitement les Congolais. L'arrivée de ce bateau fait suite à la signature d'un protocole d'accord entre la présidence de la République congolaise et Mercy Ships, une Organisation non gouvernementale dirigée par des Anglais et des Américains.

Organisée par la Société congolaise d'anesthésie réanimation et d'urgence (Socar) et Mercy Ships, la conférence vise à recycler les anesthésistes notamment en obstétrique, en traumatologie et en réanimation. Durant trois jours, les exposés vont aborder de nombreuses thématiques. « Des ateliers pratiques nous aideront à simuler des cas », explique le docteur Julien Fabrice, médecin et réanimateur au Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Brazzaville.

Avec une équipe de trois cents volontaires à bord du Mercy Africa, les anesthésistes réanimateurs soigneront différentes pathologies. Le déplacement des malades entre Pointe-Noire et le bateau hôpital sera assuré par une équipe spécifique mise en place par l'ONG.

Rappelons que l'anesthésie-réanimation est une spécialité médicale particulièrement sensible, requérant un constant renouvellement des connaissances de ses pratiquants.

Fortuné Ibara

RELIGION

Plus d'1,2 milliard de catholiques dans le monde !

Le nombre de baptisés au sein de l'Église catholique est en nette progression en Asie et en Afrique, selon les statistiques de l'Église.

Comme chaque année, le Vatican a procédé lundi matin à la publication de l'annuaire pontifical pour cette année. C'est à l'occasion de cette cérémonie que les catholiques se rendent compte chaque année de l'état numérique de leur Église. L'annuaire pontifical est un document volumineux (2 300 pages) qui renferme les noms de tous les évêques du monde, des diocèses et archidiocèses et des différentes structures de l'Église catholique sur la planète. Basé sur le principe d'une révision constante, il donne à voir avec précision l'état de l'Église catholique en chiffres.

Ainsi, on apprend qu'en 2012 (sur la base des chiffres de 2011) l'Afrique et l'Asie étaient les deux continents ayant connu la plus forte augmentation du nombre de fidèles et de prêtres, et que cette tendance se conforte solidement au fil des années. Le continent a en effet enregistré une progression de +4,3% de ses baptisés, alors que le nombre de ses prêtres a crû de 39,5% en dix ans, c'est-à-

dire de 2001 à 2011. Quoique moins prononcée, la progression du nombre de catholiques en Asie a connu la même tendance, au point qu'Afrique et Asie sont aujourd'hui les deux poids lourds du monde en matière de chrétienté. Les catholiques sont aujourd'hui au nombre de 1,214 milliard.

Ils ont augmenté de +1,5% en un an, car ils étaient 1,196 milliard en 2010. C'est, encore une fois, l'Afrique et l'Asie qui continuent de tirer les chiffres du nombre de prêtres, établis aujourd'hui à 413 418. Ces chiffres cachent pourtant une certaine disparité, parce que le plus grand nombre de catholiques de la planète continue, malgré tout, de se compter dans les pays de vieille tradition chrétienne, en Amérique et en Europe. En règle générale, a souligné le Vatican, le nombre des catholiques de la planète a augmenté presque au même rythme que le taux de croissance démographique dans le monde (+1,23%).

Ces chiffres entraînent des conséquences que cernent déjà les sociologues. Si cette évolution devait se confirmer, c'est en Afrique et en Asie que devrait se compter

le plus grand nombre de catholiques du monde dans une vingtaine d'années. Les pays d'où sont partis les missionnaires chrétiens venus évangéliser l'Afrique accusent une stagnation du nombre de leurs baptisés et même un net recul de la pratique religieuse. Déjà, aujourd'hui, très peu sont les diocèses d'Europe qui ne font pas appel à des supplétifs africains ou asiatiques pour pallier le manque de prêtres dans les paroisses.

Une autre conséquence sur le terrain pourrait également être la montée des confrontations religieuses en Asie comme en Afrique, craignent les spécialistes. Dans le continent noir, l'affirmation des chrétiens comme première communauté des croyants commence déjà à susciter l'hostilité des fondamentalismes, notamment musulmans, dans des pays comme le Nigéria, la Somalie, le Kenya ou la Tanzanie. Et en Asie où ils continuent de représenter une minorité, le Vatican s'inquiète que les confrontations entre les bouddhistes et les musulmans, ne finissent par se retourner contre la petite, mais dynamique, communauté chrétienne.

Lucien Mpama